



Programme

«Approvisionnement et distribution alimentaires des villes»



Revue «Aliments dans les villes»

**Pluralité des filières
d'approvisionnement alimentaire
dans les villes d'Afrique francophone**

Philippe Hugon
DT/08-97F



1997



Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les opinions contenues dans ce document restent sous la seule responsabilité de leur(s) auteur(s) et ne sauraient engager les personnes citées. Elles ne reflètent pas nécessairement, non plus, le point de vue officiel des institutions citées ou de leurs pays membres.

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche bibliographique ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autres, sans autorisation préalable. Adresser une demande motivée, en indiquant les passages ou illustrations en cause, au

Rédacteur en chef
Revue et Collection «Aliments dans les villes»
Service de la commercialisation et des financements ruraux (AGSM)
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Télécopies: (+39 6) 5705 6850 - 5705 4961
Adresse électronique: sadaseries@fao.org

<http://www.fao.org/ag/sada.htm>

Résumé

La question de l'approvisionnement des villes africaines en produits agro-alimentaires demeure un enjeu majeur des prochaines années compte tenu de la forte croissance urbaine face à la faible augmentation des productions extensives agricoles et aux risques de goulets d'étranglement concernant des circuits d'approvisionnement et de distribution.

Il paraît évident, aux yeux de beaucoup, que l'explosion urbaine des pays africains est un facteur important de la crise alimentaire, qu'elle induit un déficit agro-alimentaire et un recours aux circuits d'approvisionnement extérieurs. On peut ainsi observer un certain parallélisme des déficits alimentaires et des explosions urbaines en Afrique Sub-Saharienne. En 1982-1984, les importations de céréales permettaient de nourrir 50 pour cent de la population urbaine africaine. Le pourcentage est, par contre, tombé à 32/33 pour cent en 1985-86 et 1995.

Les liaisons statistiques et les relations causales entre urbanisation et circuits d'importations agro-alimentaires sont loin d'être aussi évidentes que les analyses précédentes le laisseraient penser; la complexité des filières, les réversibilités des trends, les grandes disparités socio-économiques des pays africains, les différences des processus d'urbanisation conduisent à relativiser l'importance des circuits extérieurs.

Les évolutions passées montrent que, dans l'ensemble, les agricultures vivrières africaines et les circuits d'approvisionnement auront répondu au défi urbain. Le système agricole commercialisé par les paysans a augmenté comme le ratio population non agricole sur population agricole. Entre 1930 et 2030, le milieu urbain aura absorbé 70 pour cent du croît démographique. La question se pose de savoir si cette évolution passée se poursuivra et permettra d'approvisionner les villes sans trop de difficultés et de crises.

Présentation de l'auteur

Philippe Hugon est professeur au CERED/FORUM, Université Paris X, Nanterre.

Table des matières

Résumé	ii
Présentation de l'auteur	ii
Liste des sigles	iv
Liste des tableaux	iv
Liste des figures	iv
Introduction	1
1. Urbanisation et extraversion des circuits d'approvisionnement alimentaire	3
1.1 Le parallélisme apparent des explosions urbaines et des importations agroalimentaires en Afrique subsaharienne (Ass)	3
1.1.1 La crise des systèmes agroalimentaires	5
1.1.2 Les importations agroalimentaires	8
1.1.3 L'urbanisation rapide	10
1.2 Les liens entre urbanisation et les circuits d'approvisionnement et de distribution internationaux	5
1.3 L'infirmité de fausses évidences sur l'extraversion des circuits urbains d'approvisionnement	8
1.4 Les typologies	10
1.4.1 Les effets de l'appartenance à la Zone Franc et de la dévaluation du FCFA	10
1.4.2 Les quatre effets de l'urbanisation sur les circuits d'approvisionnement extérieurs	10
2. Urbanisation et diversité des circuits d'approvisionnement	11
2.1 Les stratégies des acteurs, l'organisation et la régulation des réseaux d'approvisionnement	11
2.2 Les filières d'approvisionnement	14
2.3 La ville et l'entrelacs des circuits	25
3. Conclusion: quelles perspectives et quelles actions?	26
Notes de bas de page	28
Bibliographie	28

Liste des sigles

ASS	Afrique Subsaharienne
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IAA	Industrie Agro-Alimentaire
ILTA	Image à Long Terme de l'Afrique
MIDEVIV	Organisme d'Etat chargé de la collecte et de la commercialisation du vivrier (Cameroun)
OCV	Organisme de Commercialisation du Vivrier
ONCAD	Office national de la coopération et de l'assistance au développement
OPAM	Office des Produits Agricoles du Mali
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PVD	Pays en Développement
SAED	Société d'Aménagement du Sénégal
SEMRI	Société Camerounaise du Riz
SINPA	Société d'Intérêt National des Produits Agricoles (Madagascar)
SOMALAC	Société d'Aménagement du Lac Alaotra
WALTPS	West African Long Term Prospective Study

Liste des tableaux

- 1: Poids des importations céréalières sur les exportations de biens et services
- 2: Evolution de la population urbaine en Ass
- 3: Afrique francophone: population totale, population urbaine, taux d'urbanisation: 1960-1990
- 4: Parallélisme des déficits alimentaires et de l'expansion urbaine des Pvd et en Ass
- 5: Taux d'urbanisation et taux d'importations alimentaires en Afrique (1983/1992)
- 6: Importations alimentaires et taux d'urbanisation selon les grandes régions d'Ass
- 7: Consommation moyenne de produits alimentaires importés par habitant durant la décennie 80
- 8: Diversité des effets de l'urbanisation sur les circuits agroalimentaires
- 9: Organisation des circuits d'approvisionnement
- 10: Typologie des circuits d'approvisionnement alimentaire en Afrique

Liste des figures

- 1: Population urbaine et importations céréalières en Afrique subsaharienne (1950-1990)
- 2: Le circuit macroéconomique céréaliier en Afrique subsaharienne
- 3: Evolution comparée des taux d'urbanisation et du taux d'importations alimentaires (1983/1992)
- 4: Liaisons entre les taux d'urbanisation et la valeur ajoutée agricole par personne (en US\$) (1980)
- 5: Liaisons entre les taux d'urbanisation et la valeur ajoutée par personne des secteurs primaires et secondaires (1980)
- 6: Taux d'urbanisation et d'importation alimentaire dans les grandes régions d'Ass (1990)

Introduction

La question de l'approvisionnement des villes africaines en produits agro-alimentaires demeure un enjeu majeur des prochaines années, compte tenu de la forte croissance urbaine, face à la faible augmentation des productions extensives agricoles et aux risques de goulets d'étranglement concernant des circuits d'approvisionnement et de distribution.

Il est toutefois très difficile de faire une synthèse de cette question pour l'Afrique francophone. Les situations sont contrastées et réversibles. Les systèmes d'information sont peu fiables. L'analyse de l'approvisionnement des villes d'Afrique Sub-Saharienne pose des problèmes d'investigation liés à la mesure, à l'échelle des phénomènes étudiés et à la périodisation.

Le premier problème rencontré est celui de la *quantification des flux économiques et démographiques*. L'opacité de l'information renvoie à des enregistrements imparfaits dans des sociétés à statistiques déficientes. Elle tient à l'autoconsommation et aux circuits économiques fonctionnant en dehors de la loi. Les espaces africains sont peu intégrés et conduisent à des prix ou à des quantités disparates. En situation de crise des systèmes officiels, les circuits domestiques et des flux non enregistrés se développent. On ne peut comprendre comment s'approvisionnent les villes si l'on ignore ces circuits informels. Les différentiels de prix et de change et les disparités de politiques expliquent les flux d'échanges parallèles entre le Nigeria et les pays limitrophes de la Zone Franc, ou entre le Zaïre et l'Afrique australe.

Les sociétés africaines sont également caractérisées par une très grande instabilité des productions, des flux et des prix agro-alimentaires. Il peut y avoir réversibilité des mouvements de marchandises et des flux migratoires. La saisie statistique est rendue ainsi très difficile. Les écarts entre les évolutions mensuelles, annuelles et pluriannuelles peuvent être considérables. Il est très délicat, au-delà des fluctuations, de définir des tendances de moyen et long terme.

Les statistiques globales sont enfin un enjeu important au niveau des pouvoirs notamment pour bénéficier de certaines formes d'aide. Elles sont ainsi souvent «construites pour les besoins de la cause». Les estimations macro-économiques de consommation ou de production agro-alimentaire utilisées par la FAO doivent être ainsi utilisées avec précaution. Les productions sont estimées en appliquant à des populations rurales, très mal connues, des rendements et

des surfaces évalués à partir de certains échantillons. La production agricole, calculée à partir de la population rurale, diminue évidemment d'autant plus que celle-ci baisse. La mise en relation des statistiques de population urbaine et de production agricole aboutit alors à un biais inclus dans le mode de calcul. Les consommations ou les disponibilités alimentaires sont obtenues selon la méthode des soldes cumulant les diverses erreurs.

Un second problème méthodologique est celui de *l'échelle du phénomène étudié et de l'espace de référence*.

Les analystes et observateurs affrontent un double risque: celui d'une vision globale, extérieure aux sociétés africaines, ignorant les «dynamiques du dedans» et posant la question du point de vue des opérateurs étrangers ou des modes d'intégration au marché international; celui inverse d'une lecture partielle, intérieure aux sociétés et constituant des monographies dont on ne peut connaître ni la représentativité ni la signification.

Une des questions méthodologiques centrales est celle de l'articulation des systèmes d'approvisionnement internationaux, inter-africains, nationaux, sous-régionaux, locaux et familiaux. La sécurité alimentaire se pose à des échelles nationales, régionales, locales, familiales et individuelles.

Les villes, lieux d'insertion aux circuits internationaux, sont également en relation avec leur hinterland. L'analyse de l'espace hiérarchisé permet de distinguer les centres urbains moteurs, créateurs d'effets externes et d'économies d'échelle, les périphéries dont la dynamique est induite par ces centres moteurs ou au contraire qui sont prises dans un processus de marginalisation. Il existe moins, dès lors, une opposition villes/campagnes que des espaces urbanisés et non urbanisés¹.

De nombreux facteurs interviennent pour susciter l'offre paysanne et assurer l'articulation villes/campagnes, tels que la distance, l'existence d'infrastructures et la dynamique des réseaux commerciaux, de financement, de transport, de stockage. La production agricole est fortement liée avec l'accessibilité au marché urbain.

Les villes suscitent un vivrier spéculatif dans leurs aires d'influence. Si, en l'absence de pression foncière, les paysans africains choisissent comme culture commerciale celle qui rémunère le mieux le temps de travail fourni, la saturation foncière les oblige au contraire à choisir les cultures à haut rendement à

l'hectare: l'intensif nourrit et l'extensif rapporte (Pelissier). Les effets d'entraînement de la ville diffèrent ainsi fondamentalement selon la «rareté relative des facteurs».

Le troisième problème de méthode est celui de l'*hétérogénéité du temps*.

La question de l'approvisionnement renvoie à la fois à celle de rythmes de long terme qui font doubler les populations urbaines en 10 à 15 ans et à celle des très fortes instabilités de l'offre, de la demande, des prix alimentaires mais également des populations.

La mise en perspective historique permet de différencier les processus de continuité et de rupture. La part des importations alimentaires dans le total des importations n'est pas aujourd'hui supérieure à ce qu'elle était à la période coloniale; mais il ne s'agit pas des mêmes produits. Les villes anté-coloniales telles les cités Yoruba ou Antananarivo n'ont pas les mêmes modes de fonctionnement que les villes champignons telles qu'Abidjan ou Yaoundé dont l'expansion date de trente ans. Les séries chronologiques ou les analyses transversales des sociétés africaines ne semblent pas confirmer les «lois de transition démographique urbaine» (ex. de la nucléarisation des noyaux familiaux en ville) ou alimentaire (ex. croissance des régimes alimentaires riches en fonction des revenus).

Si l'on reprend la hiérarchie de Braudel (1979) pour périodiser les sociétés, on peut considérer que les pratiques quotidiennes ont leur temporalité propre par rapport aux phénomènes de monétisation des produits alimentaires ou au processus de constitution d'un capital agro-alimentaire dans lequel la monnaie n'est pas seulement intermédiaire de l'échange mais devient capital se valorisant. Si les sphères domestique, marchande et capitaliste n'obéissent pas aux mêmes temporalités, leurs dynamiques ne sont pas indépendantes les unes des autres. De plus, l'Etat constitue un élément essentiel de régulation qui a son propre horizon temporel.

Il s'agit de saisir les ruptures en cours, les délais d'ajustement pouvant induire des dysfonctionnements des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaire mais également les innovations. Ceci suppose une prise en compte de la segmentation des circuits. L'horloge ne tourne pas au même rythme dans les campagnes africaines, dans les villes et dans l'espace international. Comment articuler la révolution biotechnologique ou les progrès de conditionnement qui métamorphosent la chaîne agro-alimentaire avec la daba ou l'angady utilisés par les paysanneries et les nouvelles technologies de préparation des repas ou de transformation des produits que l'on trouve en ville?

De même, les changements des régimes alimentaires urbains ne se font pas aux mêmes rythmes (BRICAS, 1996; REQUIER-DESJARDINS, 1989); il y a transformation des produits, des procédés, des organisations sociales, des matières premières et des débouchés selon des temporalités différentes. A l'image de la tectonique des sols, les styles alimentaires sont constitués en plusieurs strates qui se déplacent à des vitesses différentes, qui peuvent coexister ou au contraire conduire à des fractures.

Nous partirons de la relation la plus simple, celle qui montre le parallélisme de la crise agro-alimentaire, de l'urbanisation et de l'extraversion des circuits d'approvisionnement (I) avant de proposer une analyse spatialisée en termes de pluralité de circuits, de réseaux ou de filières d'approvisionnement (II) (ARTESIAL, CERED, ORSTOM, 1986; HUGON, COUSSY et SUDRIE, 1991; HUGON et POURTIER, 1993).

1 Urbanisation et extraversion des circuits d'approvisionnement alimentaire

1.1 Le parallélisme apparent des explosions urbaines et des importations agroalimentaires en Afrique subsaharienne (ASS)

Il paraît évident, aux yeux de beaucoup, que l'explosion urbaine des pays africains est un facteur important de la crise alimentaire, qu'elle induit un déficit agro-alimentaire et un recours aux circuits d'approvisionnement extérieurs.

1.1.1 La crise des systèmes agro-alimentaires

Selon les statistiques officielles, relativement divergentes, l'Afrique Sub-Saharienne est dans l'ensemble marquée par une crise de son système agro-alimentaire se traduisant par une faible croissance des produits agricoles et alimentaires. Le niveau nutritionnel des populations tend apparemment à régresser. La population en sous-alimentation chronique de 96 millions (sur 268 millions en 1969-71) serait passée à 204 millions (sur 500 millions en 1990-92), soit plus de 49 pour cent et risque d'atteindre 300 millions en 2010 (prévisions FAO). Les disponibilités alimentaires moyennes de l'ordre de 2150 calories par jour en 1970 seraient de 2200 en 1990 (source FAO citée par AZOULAY et DILLON, 1993). On note, en revanche, de grands écarts selon les pays. Le Mozambique, l'Angola hors zone francophone et le Tchad, les Comores, le Burundi et le Rwanda en Afrique francophone ont des DEA inférieurs à 2 000 calories.

Les agricultures extensives, aux techniques peu artificialisées, sont vulnérables; selon la FAO, la production vivrière par tête, constante au cours de la décennie 60, aurait baissé annuellement de 1,2 pour cent durant les années 70. Base 100 en 1970, elle serait de 80 en 1991. La production alimentaire per capita serait passée pour l'ensemble de l'ASS en production annuelle (kgs céréales, tubercules) de 297,4 kg (1974-80) à 274,7 (1985-87) et 252,5 (1990-92). Le taux de croissance agricole de 1,8 pour cent (1980-90) serait tombé à 0,7 pour cent (1990-94). Ces chiffres sont, par contre, remis en cause par des études telles WALTIPS qui estiment que le surplus agricole mis sur le marché depuis 1960 a crû annuellement au rythme de 2,6 pour cent. L'Afrique connaît également d'importants problèmes d'approvisionne-

ment au sein des filières agro-alimentaires (commerce, stockage, transports, transformation, distribution, manque de fluidité et de rapidité des flux d'approvisionnement, d'infrastructures, législation inadaptée, faible productivité des unités à petite échelle).

La définition de l'alimentation doit toutefois être précisée. Faut-il la réduire à une fonction nutritive ou faut-il y voir un système de relations sociales et symboliques? La chaîne agro-alimentaire doit-elle se limiter à l'analyse des opérations matérielles de transformation des produits agricoles ou doit-elle être analysée comme un processus industriel ou interviennent une pluralité de branches et où l'agriculture joue un rôle parfois secondaire? L'insécurité alimentaire est elle liée à un manque de disponibilités alimentaires, à une forte instabilité dans le temps et l'espace, ou bien ne résulte-t-elle pas, comme le suggère les travaux de Sen (1981), à un manque de droits (fondés sur l'échange, la production de travail et de dons/transferts) conduisant à des problèmes d'accès aux denrées.

1.1.2 Les importations agro-alimentaires

La crise des systèmes agro-alimentaires africains se manifeste par une détérioration de la balance agro-alimentaire². Le taux d'autosuffisance alimentaire de 98 pour cent en 1960 était tombé à 90 pour cent en 1972. Les importations agricoles en valeur avaient été multipliées par 5,4 entre 1970 et 1980 et les importations alimentaires par 7,2. En quantité, les importations nettes de céréales, négligeables dans les années cinquante, ont crû de 9 pour cent par an au cours des années soixante et soixante-dix; elles atteignaient, en 1983-84, 10,8 millions de tonnes pour le blé et 4,0 millions pour les autres céréales contre 5,1 millions de tonnes en 1974. Elles étaient par contre retombées à 10,5 millions de tonnes en 1990 (source: Banque Mondiale). Les importations céréalières (maïs, riz et blé) seraient passées, en millions de US \$ courants, de 507 en 1973 à 2 183 en 1980, à 2014 en 1985, à 1 909 en 1991 et 2 631 en 1992. Les chiffres, sans le Nigeria, sont respectivement de: 446,9, 1 527, 1 526, 1 756 et 2 388. L'aide alimentaire céréalière de 2,4 millions de tonnes en 1980 était montée à 5 millions de tonnes en 1984/85 avant de retomber à 2,8 millions de tonnes en 1990.

Ces chiffres doivent toutefois être relativisés; les importations alimentaires représentent moins de 10 pour cent de la consommation alimentaire; la balance commerciale alimentaire de l'Ass (en valeur nutritive) demeure équilibrée et les importations alimentaires par tête sont faibles comparées à d'autres régions. Les importations céréalières sont passées en pour-

centage des exportations de biens et services de 3,8 pour cent (1973) à 3,8 pour cent (1980), 5,5 pour cent (1985), 4,2 pour cent (1991) et 5,2 pour cent (1992). Les évolutions en Afrique francophone sont très contrastées (cf. tableau 1).

On note en revanche une forte inflexion des importations dans un contexte d'ajustement. En Afrique de l'Ouest, les importations agro-alimentaires sont passées de 6 pour cent fin 1960 à 14 pour cent de la ration calorique aujourd'hui après avoir culminé autour de 20 pour cent au milieu des années quatre-vingt. Le déficit calorique correspond à un décalage d'environ cinq ans entre l'offre et la demande. Ainsi, en l'espace de trente ans, la population urbaine ivoirienne a été multipliée par 10 alors que l'intégralité de la demande calorique est assurée par la production interne (WALTPS, 1994).

Le phénomène de dépendance alimentaire ne peut toutefois être assimilé à un simple déficit de la balance alimentaire; il ne concerne pas seulement les biens finals, mais l'ensemble des intrants et des équipements importés le long de la chaîne agro-alimentaire. La dépendance extérieure alimentaire doit-elle être définie comme une impossibilité de satisfaire directement ou indirectement les consommations alimentaires à partir de ressources propres ou, au contraire, se traduit-elle par une absence de maîtrise des relations extérieures et de contrôle des maillons

stratégiques des filières agro-alimentaires? Les importations alimentaires ne sont pas seulement un solde permettant de combler l'écart entre la production et la consommation, elles sont également des concurrents qui peuvent stimuler l'offre, elles sont un enjeu de rentes pour ceux qui les contrôlent.

1.1.3

L'urbanisation rapide

Le processus d'urbanisation africaine est particulièrement rapide. Si l'Ass reste le sous-continent le moins urbanisé, le taux de croissance des populations urbaines y est non seulement le plus rapide du monde mais il a eu tendance à croître (5,3 pour cent en moyenne au cours de la décennie 60; 6 pour cent durant la décennie 70) avant de s'infléchir durant la décennie 80 autour de 4,5 pour cent (soit la croissance naturelle moyenne plus un point et demi), du fait principalement de la baisse des flux migratoires. Urbanisée à moins de 10 pour cent il y a trente ans, l'ASS a un taux d'urbanisation moyen supérieur à 35 pour cent aujourd'hui et plus de 40 pour cent de sa population sera urbaine en l'an 2000. Même si l'Afrique occidentale est deux fois moins urbanisée que l'Afrique centrale (20 pour cent contre 40 pour cent), le même mouvement de croissance démographique interne et d'émigration rurale entraîne le continent.

Tableau 1

Poids des importations céréalières sur les exportations de biens et services (pour cent)

	1973	1985	1991
Bénin	3,9	5,3	10,1
Burkina Faso	12,0	22,1	13,4
Cameroun	3,5	0,9	3,7
Congo	2,3	1,6	2,8
Côte d'Ivoire	5,8	3,0	4,9
Gabon	0,4	0,7	0,9
Mali	43,7	27,0	5,0
Niger	1,6	15,6	8,6
République Centrafricaine	7,9	3,2	6,7
Sénégal	17,7	12,0	9,3
Tchad	3,1	10,7	4,3

Tableau 2

Evolution de la population urbaine en Ass

	1930	1950	1960	1970	1980	1990	2000*
	(en millions)						
Population des 45 pays d'ASS	130	164	203	265	360	478	661
Population rurale	122	149	176	207	257	323	400
Population urbaine (+ 5000 habitants)	8	15	27	52	103	155	260
	(pour cent)						
Taux d'urbanisation (pour cent)	6	12	16	22	30	33	40
	(nombre)						
Agglomérations:							
> 1000000	0	1			10		
> 100000	10	28			160		

* Prévisions Cered

Source: Calculs à partir des statistiques Cour/IITA, Waltps, p. 7.

Alors que la population des pays d'Ass a presque triplé entre 1950 et 1990 (164 millions d'habitants à 478 millions), les urbains ont plus que décuplé durant cette période passant de 15 millions d'habitants à plus de 150 millions (cf. tableau 2).

On estime (source: WALTPS, 1994) que la population urbaine de l'Afrique francophone est passée de 8,6 millions en 1960 à 25,1 millions en 1980 et 41,3 millions en 1990, soit des taux d'urbanisation respectifs de 14,3 pour cent à 25,1 pour cent et 31,8 pour cent (cf. tableau 3) proches de la moyenne africaine.

L'explosion urbaine s'accompagne d'un déséquilibre spatial et de mégapoles croissant avec faible armature urbaine. Il y a prévalence des villes primatiales par rapport à un réseau relativement lâche de villes secondaires et faible articulation des grandes villes par rapport à leur espace rural. Dans la majorité des pays africains, les villes primatiales croissent plus rapidement que les villes secondaires: le taux de primatialité est passé en vingt ans de 35 à 45 pour cent (HUGON et POURTIER, 1993). En 1980, l'Ass comptait 12 villes de plus de 1 millions d'habitants, 160 de

plus de 100000 et environ 3000 centres de plus de 5000 habitants (cf. tableau 2).

La macrocéphalie (concentration de la population dans les villes les plus importantes) apparaît même si ce phénomène se réduit fortement si on raisonne au niveau des ensembles régionaux. La dynamique d'urbanisation s'est déplacée progressivement vers les échelons inférieurs de la hiérarchie. Bien entendu, l'urbanisation africaine prend des formes spécifiques (mouvements pendulaires des populations, ruralisation de nombreux espaces).

1.2

Les liens entre urbanisation et les circuits d'approvisionnement et de distribution internationaux

Il semble évident que par son rythme, par sa dimension, par les changements de structure qui en résultent, les villes d'Afrique francophone induisent un recours croissant aux systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires extérieurs. Le pain, le riz, la viande importée se diffusent rapidement.

Tableau 3

**Afrique francophone:
population totale, population urbaine et taux d'urbanisation
1960-1990**

	1960			1980			1990			TCU	
	PT	PU	TU	PT	PU	TU	PT	PU	TU	1980/90	1990/95
Bénin	2,03	0,21	10,3	3,45	0,95	27,5	4,5	1,69	37,5	5,2	4,6
Burkina Faso	5,32	0,53	10,-	7,19	1,34	18,6	8,68	2,05	23,6	10,0	11,2
Burundi	2,46	0,09	3,7	4,12	0,19	4,6	5,33	0,28	5,2	6,9	6,6
Cameroun	4,48	0,79	17,6	8,64	2,54	29,4	11,48	4,75	41,4	5,4	4,9
Congo	0,83	0,29	34,9	1,64	0,91	55,5	2,30	1,64	71,3	5,9	4,9
Côte d'Ivoire	3,18	0,53	13,7	5,28	1,49	28,2	11,44	5,57	48,7	5,4	5,0
Gabon	0,45	0,09	20,-	0,73	0,27	37,-	0,94	0,55	58,5	6,0	4,7
Guinée	3,19	0,46	14,4	4,41	1,09	24,7	5,27	1,41	26,7	5,7	5,8
Mali	4,86	0,27	5,6	5,70	0,62	10,8	8,18	1,86	22,7	5,1	5,7
Mauritanie	1,00	0,10	10,-	1,55	0,50	32,2	1,96	0,82	41,8	7,6	5,4
Niger	3,77	0,20	5,3	5,82	0,71	12,2	7,68	1,22	15,9	7,5	5,6
Tchad	3,04	0,17	5,6	3,69	0,40	19,-	5,45	1,39	25,5	3,4	3,6
RCA	1,25	0,26	20,8	2,00	0,76	38,-	2,44	1,02	41,8	3,0	3,4
Rwanda	2,41	0,05	2,1	5,11	0,23	4,5	6,92	0,36	5,2	4,9	4,2
Sénégal	2,85	0,85	29,8	5,60	2,15	38,4	7,29	3,11	42,7	4,0	3,7
Togo	1,47	0,26	17,7	2,60	0,63	26,-	3,45	1,00	29,-	5,3	4,5
Zaïre	16,65	3,46	21,-	28,15	7,46	26,-	36,60	12,55	34,-	-	3,9
Total pays											
Afrique francophone	59,25	8,59	14,3	100,32	25,16	25,1	129,93	41,29	31,8		

Legenda: PT: population totale (en millions); PU: population urbaine (en millions); TU: taux d'urbanisation (pour cent); TCU: taux de croissance urbaine (pour cent).
Source: Arnaud, 1996.

Tableau 4

Parallélisme des déficits alimentaires et de l'expansion urbaine des Pvd et en Ass

	Balance céréalière (millions tonnes)		Population nourrie (millions)		Population nourrie (millions)		pour cent 3/5	pour cent 4/6
	(1) Pvd	(2) Ass	(3) Pvd	(4) Ass	(5) Pvd	(6) Ass		
1934-38	+4	-	-	-	101	9	-	-
1948-52	-6	-0,3	30	1,5	189	15	16	10
1958-62	-15	-1,25	71	5,9	294	38	37	20
1968-72	-24	-3,15	115	15,0	457	53	37	30
1973-77	-40	-	190	-	-	-	-	-
1978-82	-65	-8,80	709	42,0	706	102	44	40
1982-84	-76	-15,0	-	71,5	-	115	-	50
1985-86	-	-8,5	-	40,4	-	127	-	32
1990	-113,3	-10,5	1540	50	1823	150	29	33

(1) Argentine et Chine exclues.

(3) (4) Selon la norme de 210 kg par habitant.

Sources: Bairoch, pour les Pvd (économie à faible revenu et intermédiaire). US Department of Agriculture pour l'Ass et Banque Mondiale.

Cette extraversion des circuits apparaît d'autant plus que les firmes multinationales jouent un rôle important dans la chaîne agro-alimentaire et que les prix internationaux ne sont pas des prix d'équilibre. Ceux-ci résultent largement d'un excès d'offre liée aux mesures protectionnistes et aux subventions des pays industrialisés. On note ainsi une forte dépréciation à long terme des prix mondiaux. Entre 1980 et 1993, la baisse des prix réels a été de 51 pour cent pour les céréales, de 68 pour cent pour les boissons et de 53 pour cent pour les autres produits alimentaires, ce qui a, bien entendu combiné avec un taux de change souvent apprécié, favorisé le recours aux importations alimentaires.

On peut ainsi observer un certain parallélisme des déficits alimentaires et des explosions urbaines en Afrique Sub-Saharienne. En 1982-1984, les importations de céréales permettaient de nourrir 50 pour cent de la population urbaine africaine. Le pourcentage est, par contre, tombé à 32/33 pour cent en 1985-86 et 1990.

L'explosion urbaine modifie les consommations; elle crée des ruptures dans les modes anciens de satisfaction des besoins et elle oblige les autorités à répondre à la demande croissante par un recours provisoire ou définitif aux importations. Selon certaines sources, en 1980, 90 pour cent des importations alimentaires en Afrique étaient destinés aux centres urbains.

L'explosion urbaine modifie les consommations; elle crée des ruptures dans les modes anciens de satisfaction des besoins et elle oblige les autorités à répondre à la demande croissante par un recours provisoire ou définitif aux importations. Selon certaines sources, en 1980, 90 pour cent des importations alimentaires en Afrique étaient destinés aux centres urbains.

Réciproquement, les facilités et les contraintes créées par l'ouverture des économies dépendantes ont souvent accéléré l'urbanisation: les blocages que l'extraversion crée dans l'agriculture vivrière, la possibilité d'assurer avec les apports (gratuits ou onéreux) de l'étranger la «sécurité alimentaire» dans les villes, la tentation de résoudre par l'importation de produits alimentaires les conflits sociaux urbains, les difficultés de la commercialisation en ville des produits locaux, sont autant de facteurs par lesquels l'ouverture sur l'extérieur réagit sur le rythme et les formes d'urbanisation.

De nombreux auteurs, tels Lipton (1977), ont mis ainsi l'accent sur un «biais urbain» conduisant, avant

les ajustements, à surévaluer le change, à sous-valoriser les produits agricoles pour favoriser le pouvoir d'achat des urbains. D'autres ont mis l'accent sur les rentes que les pouvoirs africains tirent des importations céréalières.

1.3

L'infirmité de fausses évidences sur l'extraversion des circuits urbains d'approvisionnement

Les liaisons statistiques et les relations causales entre urbanisation et circuits d'importations agro-alimentaires sont loin d'être aussi évidentes que les analyses précédentes le laisseraient penser; la complexité des filières, les réversibilités des trends, les grandes disparités socio-économiques des pays africains, les différences des processus d'urbanisation conduisent à relativiser l'importance des circuits extérieurs.

Elles rendent nécessaire la construction de typologies. Elles conduisent à différencier les instabilités et les tendances du moyen et du long terme. Elles obligent à réintégrer des facteurs oubliés essentiels: tels les instabilités des systèmes agro-alimentaires et les mobilités de la population conduisant de la part des agents à des stratégies contre aléatoires, à différents modes de régulation et à des réversibilités des processus; les cloisonnements et segmentations de l'espace aboutissant à une hétérogénéité des circuits d'approvisionnement agro-alimentaires; les économies non officielles qui fonctionnent en dehors de l'enregistrement statistique, les transferts, liés aux droits et obligations des appartenances communautaires qui dépassent le clivage villes/campagnes (MAHIEU, 1991), le rôle des politiques économiques.

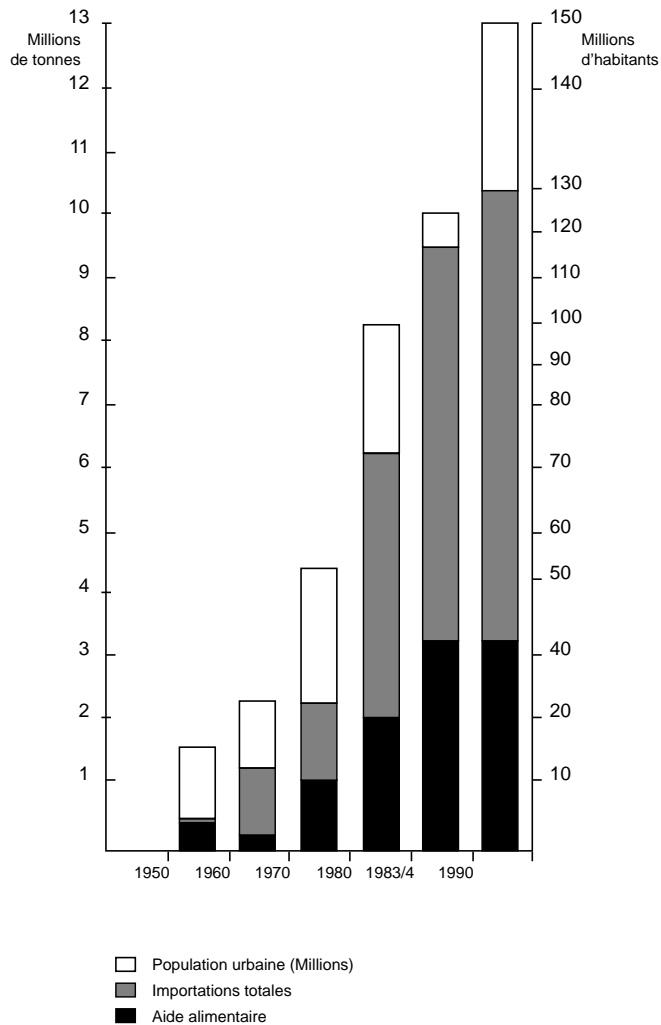
En longue période, on n'observe pas de croissance significative des importations alimentaires africaines comparées aux autres importations. La période de la décennie 70 peut, à cet égard, apparaître comme étant exceptionnelle

Les évolutions divergent selon les grandes régions. Les pays sahéliens de savane à régime céréaliier connaissent des déficits que l'on ne retrouve pas dans les pays d'Afrique équatoriale de forêt à régime de racines-tubercules. Les pays à rente pétrolière ont connu durant les années 70 une forte croissance des importations à l'inverse des pays exportateurs de produits agricoles. Les diversités sous-régionales et locales sont considérables.

A l'inverse des fausses évidences, ce sont les pays les moins urbanisés d'Afrique qui sont relativement

Figure 1

Population urbaine et importations céréalières en Afrique Subsaharienne (1950-1990)



Source: Hugon et al. (1991).

les plus dépendants alimentaires sous forme d'importations ou d'aide alimentaire et ceux qui ont la plus faible valeur ajoutée agricole par rural.

L'urbanisation africaine, dont les formes sont variées, n'a pas généralement entraîné une rupture des liens villes/campagnes pour plusieurs raisons. Les agents appartiennent à des réseaux qui dépassent la dichotomie villes/campagnes. Les agglomérations urbaines sont des lieux d'intensification des échanges. La ville n'est pas seulement un lieu de ponction d'un surplus agricole, elle est surtout un espace de création de richesse par la division du travail et le marché

et de constitution d'une demande solvable. Il y a en ville diversité et non-uniformité des régimes alimentaires, à la fois superposition, confrontation et dynamique propre. Les exemples toujours cités de pain ou de riz, pour caractériser les modèles mimétiques, doivent être ainsi relativisés. On note une relative ruralisation des modes de consommation alimentaire (REQUIERS-DESJARDINS, 1989).

La mise en relation des indicateurs démographiques d'urbanisation et des importations alimentaires, révèle ainsi la diversité des résultats et la faible corrélation entre la plupart de ces indicateurs.

Il est possible de représenter le circuit céréalière africain urbain et rural à partir du schéma ci-dessous (ordre de grandeur en millions de tonnes pour 1990)³.

En première approximation, le ratio population urbaine sur population rurale est un indicateur de la production agricole qui doit être commercialisée par la population rurale afin d'approvisionner les centres urbains. Bien entendu, dans une analyse plus fine, il importe de différencier la population agricole de la population rurale, d'intégrer la composante agricole des populations urbaines et de tenir compte des divers taux d'activité. Le ratio population urbaine/population rurale est passé de 0,08 en 1930 à 0,18 en 1950, 0,19 en 1960, 0,28 en 1970 et à 0,41 en 1980; le taux de croissance de ce ratio peut être estimé à 3,2 pour cent en 1950 et à 3,7 pour cent en 1980 (source: COUR/ILTA).

Ce ratio peut être mis en relation avec les valeurs ajoutées par le secteur agricole (Ya) et par les secteurs non agricoles (Yna). Si l'on prend l'hypothèse forte selon laquelle ces productivités reflètent des différences villes/campagnes, il est possible de comparer dans le temps et dans l'espace les productivités «rurales» et «urbaines» (cf. le graphique 2).

Pour l'ensemble de l'Afrique Sub-Saharienne, en 1980 la «productivité» était environ six fois supérieure pour les activités non agricoles que pour les activités agricoles (771 dollars par tête contre 131 dollars). Par contre, il y a eu au cours du temps réduction de cet écart. La baisse est de 20 pour cent entre 1970 et 1980 (6,9 à 5,9). On peut estimer qu'en Afrique francophone la valeur ajoutée par habitant rural est de l'ordre de 340 à 400 dollars contre une valeur ajoutée par habitant urbain de l'ordre de 1100 à 1990 dollars. Les écarts se sont fortement réduits entre 1980 et 1990 mais ils demeurent de l'ordre de 1 à 3. On peut estimer que le surplus agricole commercialisé en ville par les paysans africains a augmenté grosso modo comme le rapport de la population non agri-

cole à la population agricole (cf. WALTPS, 1994). Selon les pays d'Afrique francophone les divergences sont grandes; les écarts entre les rapports de productivité varient entre 1,98 au Bénin et 26,5 au Gabon. Exception faite des pays pétroliers (Congo, Gabon), il y a eu baisse de l'écart ce qui laisse entendre un déclin relatif du revenu urbain par tête.

La décennie 80 a été ainsi caractérisée par une forte réduction des écarts de valeur ajoutée entre les villes et les campagnes liée à la mise en oeuvre des politiques d'ajustement (COUR, 1985; WALTPS, 1994). Les salaires des travailleurs non qualifiés du secteur moderne ont baissé davantage que la moyenne des salaires. Le secteur dit informel joue toutefois un rôle mal enregistré d'amortisseur et de maintien relatif des revenus urbains.

1.4 Les typologies

Les circuits internationaux d'approvisionnement sont fortement contrastés selon les types de pays. Ce sont les pays à la fois sahéliens et côtiers qui en Afrique de l'Ouest sont les plus dépendants des circuits d'approvisionnement extérieurs (Cap Vert, Sénégal, Mauritanie, Gambie). Si l'on utilise des valeurs «normales» d'importations agro-alimentaires (fonction de la population, du PIB par tête et du niveau d'urbanisation), l'Afrique de l'Ouest est relativement moins extravertie que le supposerait la norme.

L'analyse spatiale conduit à différencier les villes parasites vis-à-vis du monde rural, les villes rentières jouant un rôle ou non de redistribution vis-à-vis du monde rural, les villes enclaves intégrées à l'espace international sans liens avec le monde rural ou les villes entraînant, pôles de développement vis-à-vis de l'hinterland. Selon leur morphologie, l'importance des réseaux et les différents modes de structuration de l'espace, les villes ont ainsi des effets divergents sur les filières d'approvisionnement.

Le découpage de l'Afrique en huit grandes régions⁴ selon une pluralité de facteurs géographiques, économiques, agronomiques, démographiques et alimentaires montre des résultats contrastés (cf. HUGON, COUSSY et SUDRIE, 1991).

On constate que dans six régions sur huit, la hausse du taux d'urbanisation a correspondu à une baisse des taux d'importations alimentaires.

1.4.1

Les effets de l'appartenance à la Zone Franc et de la dévaluation du FCFA

Il existe un biais Zone Franc significatif au niveau des importations alimentaires. On peut considérer que l'absence de contrainte de devises, la convertibilité du F CFA et sa surévaluation ont favorisé les importations alimentaires. Les pays de la Zone Franc ont consommé en moyenne 20 \$ par tête de produits importés pour la décennie 80.

Les pays à ajustement durable ont paradoxalement importé davantage que les pays à ajustement non durable ou les non-réformateurs. Par contre, hors Zone Franc, les effets de l'ajustement ne semblent pas conduire à une baisse des importations.

La dévaluation du F CFA de janvier 1994, a eu par contre des effets de substitution des produits alimentaires importés par des produits locaux. On a retrouvé ainsi une compétitivité pour les circuits d'approvisionnement en viande (celle du Burkina Faso et du Mali est devenue compétitive à Abidjan par rapport à la viande de restitution européenne ou de la viande congelée argentine). La ligne d'isocoût s'est déplacée en faveur de l'Afrique. On peut toutefois noter que dans l'ensemble la hausse des prix alimentaires importés a été plus faible que la hausse induite par l'effet mécanique de la dévaluation (environ 70 pour cent la première année) et que la hausse des prix locaux a été forte, parfois égale à celle des produits importés (cas du Cameroun). Les évolutions des marges ont été déterminantes et expliquent les évolutions très contrastées selon les pays (Hugon in CERED/DIAL, 1995).

1.4.2

Les quatre effets de l'urbanisation sur les circuits d'approvisionnement extérieurs

Les relations entre urbanisation et dynamique des circuits agro-alimentaires sont modélisées par des variables macro-économiques et par des politiques économiques. Nous pouvons différencier quatre effets: richesse, rente, sécurité et pauvreté. Les effets richesse se traduisent par un effet d'entraînement de la ville sur l'agro-alimentaire alors que l'effet rente, ou Dutch Disease, conduit à l'effet inverse. Les effets sécurité conduisent en baisse de production, à accroître les importations alimentaires alors que l'effet pauvreté conduit au résultat inverse (cf. HUGON, COUSSY et SUDRIE, 1991).

2

Urbanisation et diversité des circuits d'approvisionnement

Un éclairage interne aux circuits africains est évidemment complémentaire et vraisemblablement plus important que la lecture externe qui vient d'être faite.

2.1

Les stratégies des acteurs, l'organisation et régulation des réseaux d'approvisionnement

Il importe de prendre en compte les stratégies des acteurs face aux instabilités génératrices de risque et d'incertitude et leurs modes d'organisation dans un environnement institutionnel (HUGON, POURCET et QUIERS-VALETTE, 1994). D'un côté, les marchés sont peu intégrés et les relations marchandes ne sont qu'un mode de coordination parmi d'autres. De l'autre, les circuits publics contrôlés par les Etats ont fait faillite. Les approvisionnements des villes se font par des réseaux où se combinent des logiques domestiques, marchandes publiques et industrielles (HUGON, 1985). Ils sont assurés dans des cadres réglementaires, dans des contextes institutionnels. Les décideurs publics communaux et étatiques disposent de moyens plus ou moins importants pour réguler ces circuits.

Les opérateurs, qui assurent l'approvisionnement et la distribution, agissent dans un univers instable, risqué ou incertain. Dès lors que les aléas ne sont pas probabilisables, l'arbitrage risque (probabilisable) /rentabilité fait place à celui entre incertitude (non probabilisable) /liquidité. La préférence pour la liquidité, liée à la précarité des situations (soif de l'argent) et à la recherche de processus réversibles, conduit à une très grande flexibilité et à un court termisme des opérateurs (taux de retour le plus rapide du capital avancé) (HUGON, 1993). L'efficacité technique et la prise en compte du long terme sont alors assurées par des organisations en réseaux permettant une permanence des opérations et réduisant les incertitudes. Ces réseaux peuvent être organisés sur des bases familiales, religieuses, ethniques. Ils réduisent les coûts de transaction, permettent des proximités spatiales, temporelles et sociales et fonctionnent sur des relations de confiance et de fiabilisation.

A l'inverse, les circuits d'approvisionnement des produits alimentaires importés permettent des coûts faibles grâce aux économies d'échelle portant sur des produits standardisés. Mais ils ne permettent une

accessibilité qu'en s'articulant avec des circuits qui créent de la divisibilité vis-à-vis de clientèles à très faible pouvoir d'achat, qu'en s'adaptant à des marchés très instables et donc en créant de la flexibilité. La logique industrielle s'articule avec des réseaux plus ou moins informels.

On constate ainsi des combinaisons entre des modes d'organisations qui cherchent à concilier flexibilité et réversibilité nécessaires pour gérer les instabilités et permanence et irréversibilité des techniques nécessaires pour permettre l'efficacité (HUGON, 1977).

La ville a un effet stabilisateur par la diversification des approvisionnements, la variété des alimentations, de plus faibles fluctuations des revenus qu'en milieu rural, une meilleure circulation de l'information permettant les arbitrages des opérateurs. Elle est également un lieu d'innovation, d'organisation de l'espace, de concentration des pouvoirs. Néanmoins, les instabilités, créatrices d'incertitude et de risque, subies par les agents assurant les approvisionnements urbains sont très élevées (HUGON, POURCET et QUIERS-VALETTE, 1994). Les revenus informels urbains fluctuent fortement, les importations de produits alimentaires (ex. riz) sont très volatiles, les insécurités urbaines sont fortes.

Il en résulte des organisations des circuits d'approvisionnement que l'on peut analyser sous plusieurs éclairages:

- *fonctionnelle*: enchaînement des différentes phases de production, collecte, transport, stockage, transformation, distribution, préparation, consommation;
- *spatiale*: organisation des flux dans l'espace autour de points de collecte, de réseaux, de commerce à courte ou à longue distance;
- *temporelle*: gestion des aléas prévisibles, probabilisables, non probabilisables; opérations de stockage, de spéculation;
- *relationnelle*: coordination des agents sous formes contractuelles, associatives, coopératives, contraignantes, familiales, relations de confiance ou de fidélisation;
- *technique*: degrés de sophistication des équipements, de réversibilité des choix techniques, importance des innovations (de produits, de procédés).

Figure 2

Le circuit macroéconomique céréalière en Afrique subsaharienne (en millions de tonnes pour 1990)

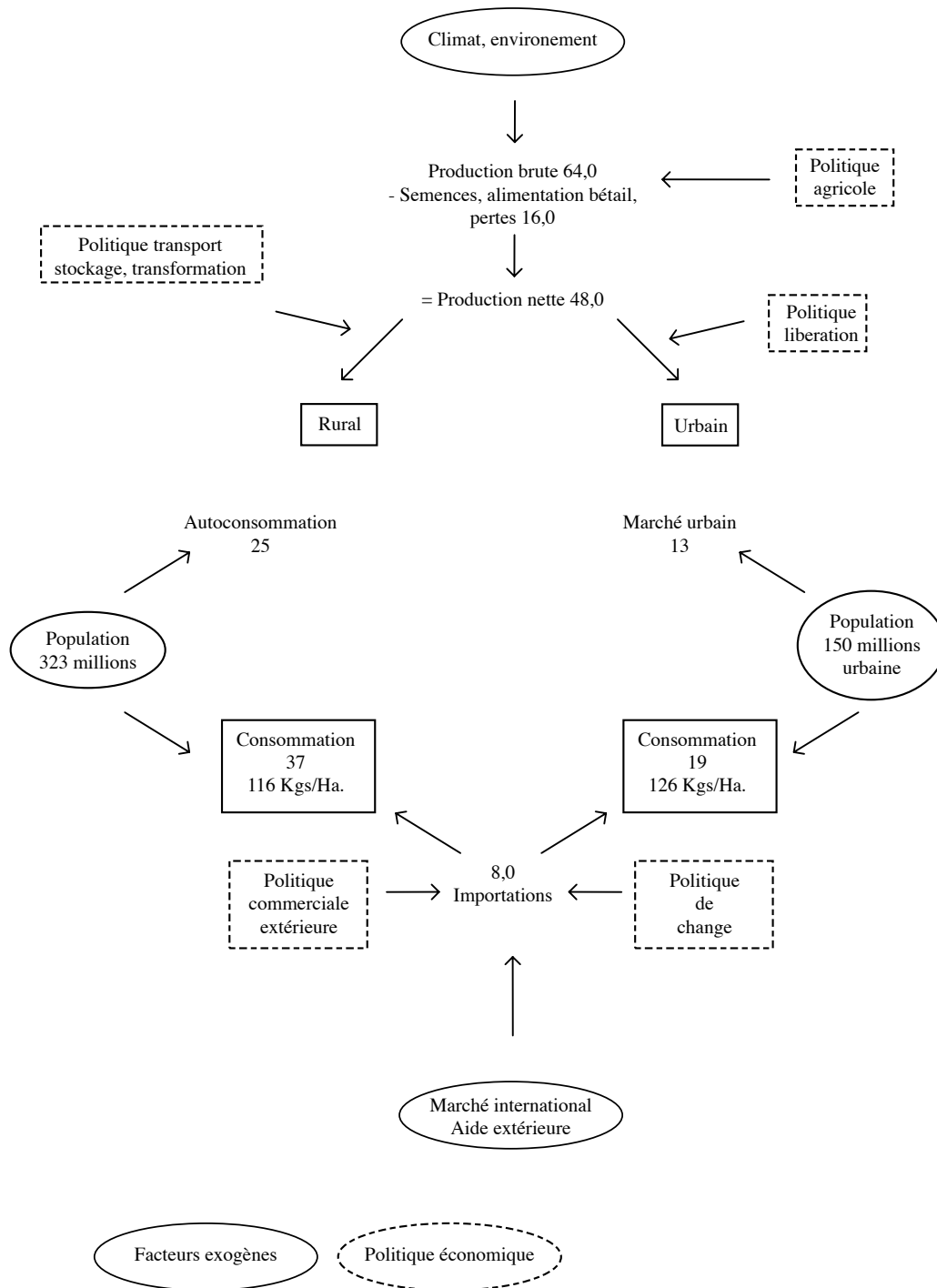


Tableau 5

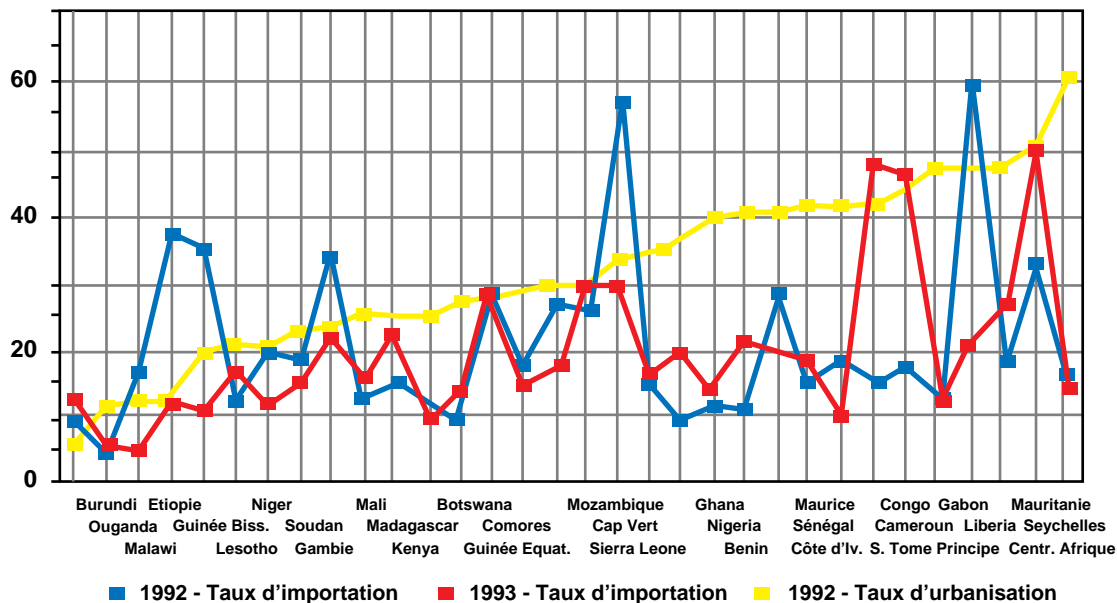
**Taux d'urbanisation et taux d'importations alimentaires
en Afrique**
(1983/1992 - %)

	Taux d'urbanisation		Importations alimentaires/ importations totales	
	1983	1992	1983	1992
Bénin	33,4	39,60	13,5	12,32
Botswana	18,3	27,30	14,3	9,76
Burundi	4,7	5,60	12,07	9,05
Cameroun	34,5	42,10	48,1	15,20
Cap Vert	24,9	30,00	28,7	25,83
Comores	24,5	29,00	31,6	27,34
Congo	37,1	41,70	9,6	19,09
Côte d'Ivoire	37,7	41,70	18,8	15,33
Éthiopie	11,2	12,70	13,25	36,94
Gabon	38,9	47,40	12,7	12,37
Gambie	19,6	23,80	23,2	34,01
Ghana	31,2	34,90	16,7	14,70
Guinée Bissau	17,6	20,80	11,55	35,01
Guinée Équatoriale	27,6	29,40	14,9	17,30
Kenya	18,3	25,20	8,3	12,52
Lesotho	15,5	20,90	16,9	12,12
Liberia	38,1	47,50	21,5	59,93
Madagascar	19,9	25,10	21,9	15,17
Malawi	9,9	12,50	4,93	17,04
Mali	17,7	25,10	15,3	12,25
Maurice	42,0	40,60	20,9	11,22
Mauritanie	34,5	49,60	51,2	32,44
Mozambique	16,9	29,80	18,15	27,08
Niger	15,0	20,90	11,5	19,89
Nigeria	29,4	36,80	19,5	9,74
Ouganda	9,1	11,70	5,52	4,75
Rép. Centrafricaine	40,8	48,30	27,7	18,19
Sao Tome & Principe	33,9	44,10	46,9	18,53
Sierra Leone	26,8	33,80	29,9	56,69
Soudan	20,2	23,30	14,7	18,19
Sénégal	35,8	40,80	20,1	28,08
Seychelles	48,2	61,60	14,0	16,52

Figure 3

Evolution comparée des taux d'urbanisation et du taux d'importations alimentaires en Afrique

(1983/1992 - pour cent)



Source: FAO, World Tables.

2.2

Les filières d'approvisionnement

L'approvisionnement alimentaire nous semble éclairé par une analyse en termes de plusieurs circuits, réseaux ou filières spatialisées conçues comme des types idéals. Nous distinguerons quatre «filières». Leur spatialisation suppose qu'il existe une relation entre les niveaux d'organisation, les techniques utilisées, les échelles et les espaces de référence (local, régional, national, international); nous pouvons différencier ainsi l'espace de la filière, définie par la localisation des diverses opérations et l'espace géographique (ex. urbain), lieu d'intersection de filières ou de segments de filières.

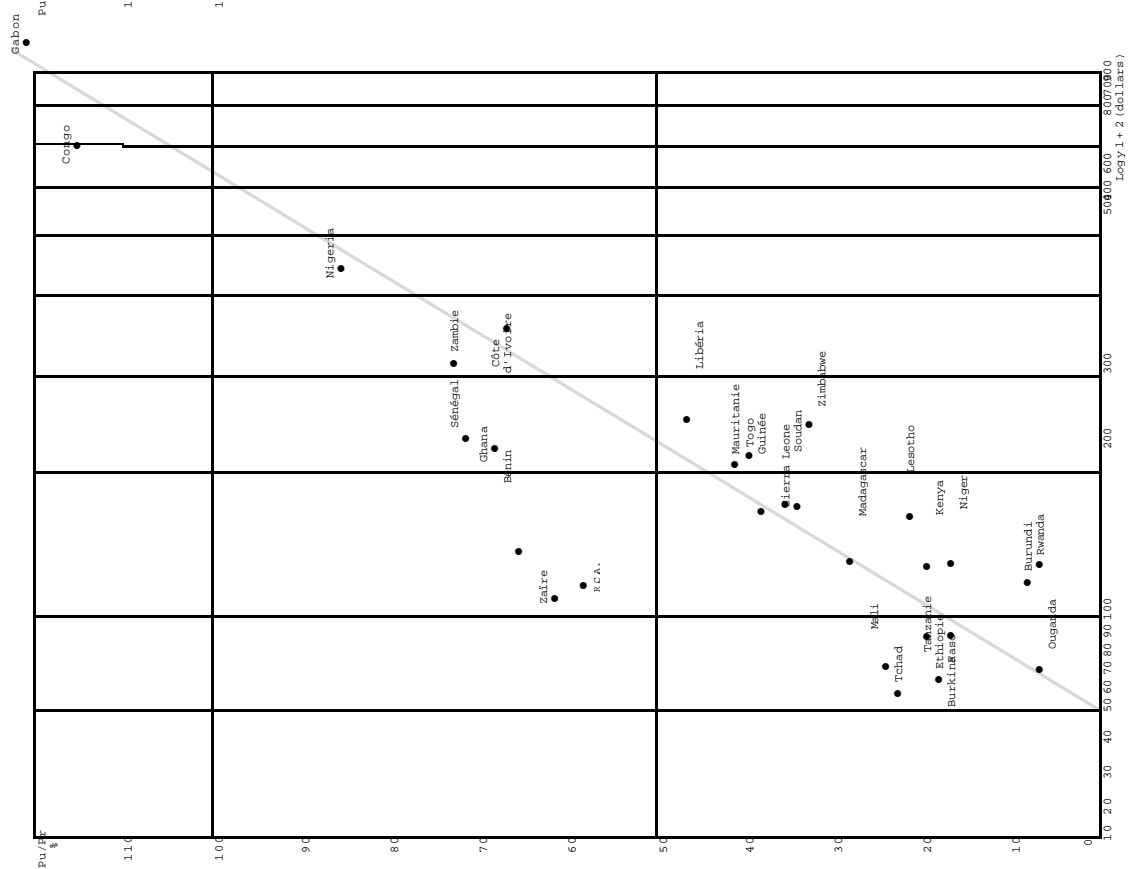
Le méso-système, ou interlacs des diverses filières, est un lieu intermédiaire pour comprendre, au delà de la succession d'opérations techniques d'amont et d'aval, les dynamiques des sous-systèmes à l'intérieur desquels s'exercent des champs de force, se nouent des relations marchandes et non marchandes, se réalisent des modes d'organisation et

des stratégies d'acteurs dont les objectifs, et dont les moyens, ont des niveaux de comptabilité ou d'incompatibilité. A l'intérieur des filières, il existe des segments stratégiques définis par des lieux de valorisation, par des contrôles des technologies, ou par la maîtrise des possibilités d'accumulation (DE BRANDT et HUGON, 1988; Hugon in BENOIT CATTIN, GRIFFON et GUILLAUMONT, 1994).

L'adéquation des systèmes de production aux différents modes de consommation alimentaire se réalise par des opérations prenant en charge les changements dans la matière (transformation), dans l'espace (transport), dans le temps (stockage), dans l'attribution (distribution). Les modes de produire, d'échanger et de consommer se font à partir de techniques plus ou moins capitalistiques: ils sont réalisés par des unités de dimensions variables et sont organisés selon différents modes de coordination.

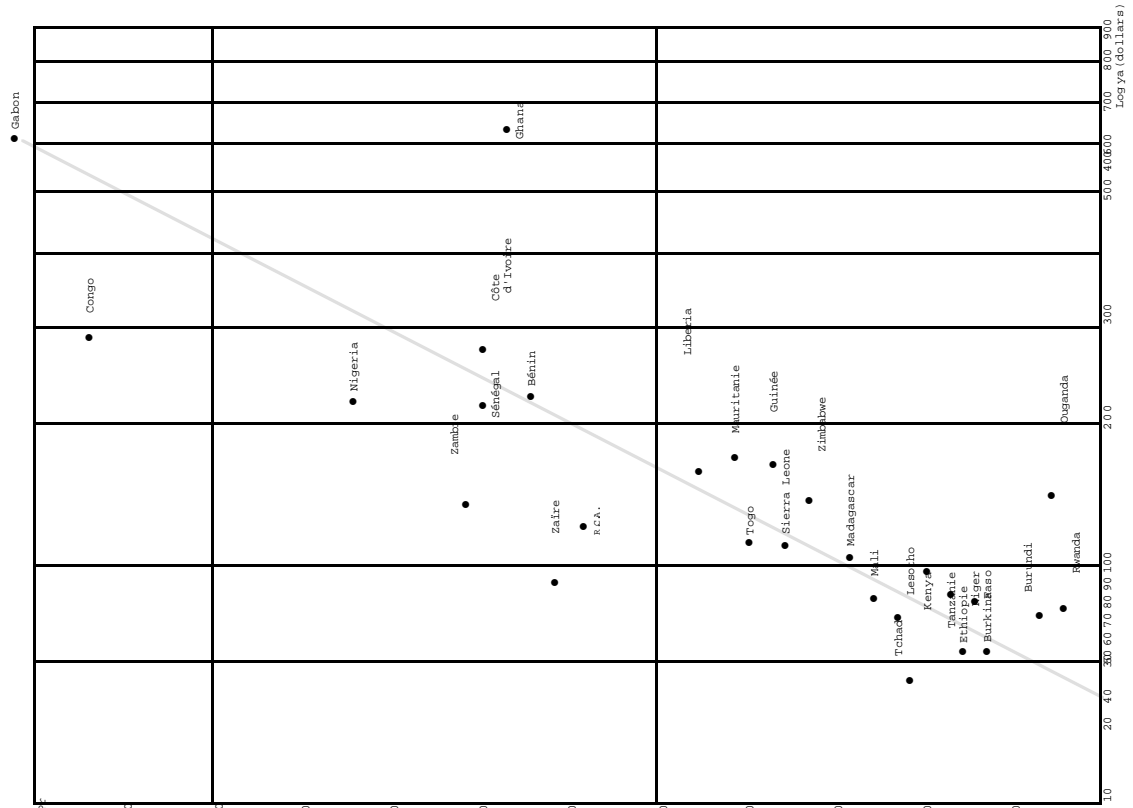
- Le transport de l'exploitation au marché urbain s'effectue généralement en quatre étapes au moins: du champ au village (premier lieu de stockage); du vil-

Figure 3 - Liaisons entre les taux d'urbanisation et la valeur ajoutée agricole par personne (US\$ - 1980)



Source Banque mondiale

Figure 4 - Liaisons entre les taux d'urbanisation et la valeur ajoutée agricole par personne des secteurs primaires et secondaires (1980)



Source Banque mondiale

lage au lieu de groupage et de collecte; du point de collecte au silo; du lieu de stockage au marché urbain. Les villes notamment celles situées en bordure maritime, sont mieux reliées aux circuits extérieurs (Asie du Sud-Est pour le riz, Amérique du Nord et Europe pour les céréales, Amérique Latine ou Afrique du Sud pour la viande...) qu'aux zones de production nationales. Cette déconnexion locale se renforce à mesure que les coûts de transport internationaux diminuent alors que les coûts de transport nationaux augmentent au rythme de la facture énergétique.

La baisse des coûts de transports internationaux et les améliorations des transports terrestres internes ont largement modifié les circuits d'approvisionnement et ont accéléré le processus d'urbanisation. Ainsi la ville de Kinshasa (3 millions) est certes approvisionnée par les grands transporteurs internationaux de blé, de riz et de viande importée. Elle l'est également par l'agriculture périurbaine et les transports à pieds ou en taxis. Elle l'est surtout par des petits transporteurs qui viennent de tout le Bas Zaïre et d'une grande partie du Bandundu soit une aire de 50000 km².

- En déplaçant l'offre dans le temps, le stockage joue un rôle de stabilisation des prix saisonniers ou d'assurance alimentaire inter-annuelle; il peut aussi servir à spéculer sur des pénuries créées volontairement. La question d'un stock régulateur géré par les pouvoirs publics (locaux), nationaux ou régionaux ou par les opérateurs privés est centrale.
- Les opérations de commercialisation sont plus ou moins courtes et complexes selon la distance entre les producteurs et les consommateurs: vente directe du producteur périurbain sur les marchés urbains, détaillant intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, interventions de grossistes pour les circuits longs, etc. Soucieux de protéger les consommateurs urbains et les producteurs contre les abus des intermédiaires, ou de saisir les surplus ruraux à la source, les autorités ont souvent essayé, avec des succès limités, de contrôler les circuits de commercialisation privés ou de leur substituer des offices publics; aujourd'hui, sous l'influence des bailleurs de fonds internationaux, les monopoles publics sont démantelés pour faire place au commerce privé.

Tableau 6

Importations alimentaires et taux d'urbanisation selon les grandes régions d'Ass

	1983	1983	1990	1990	1980	1990
	VI	TI	VI	TI	TU	TU
	\$	%	\$	%	%	%
Afrique orientale	2,30	8,29	1,70	6,51	9,50	13,50
SADCC	4,00	21,06	4,90	11,18	18,30	25,00
Sahel Est	5,80	15,74	4,30	18,23	19,20	25,50
CILSS	8,30	11,34	7,70	9,91	22,20	32,00
Océan Indien	2,20	11,41	2,20	15,35	23,30	31,70
Afrique côtière de l'Ouest	8,90	20,64	8,40	19,93	35,10	45,60
Afrique centrale	5,20	18,73	6,90	17,48	37,50	50,10
Nigeria	12,30	19,53	3,40	7,51	46,00	55,00

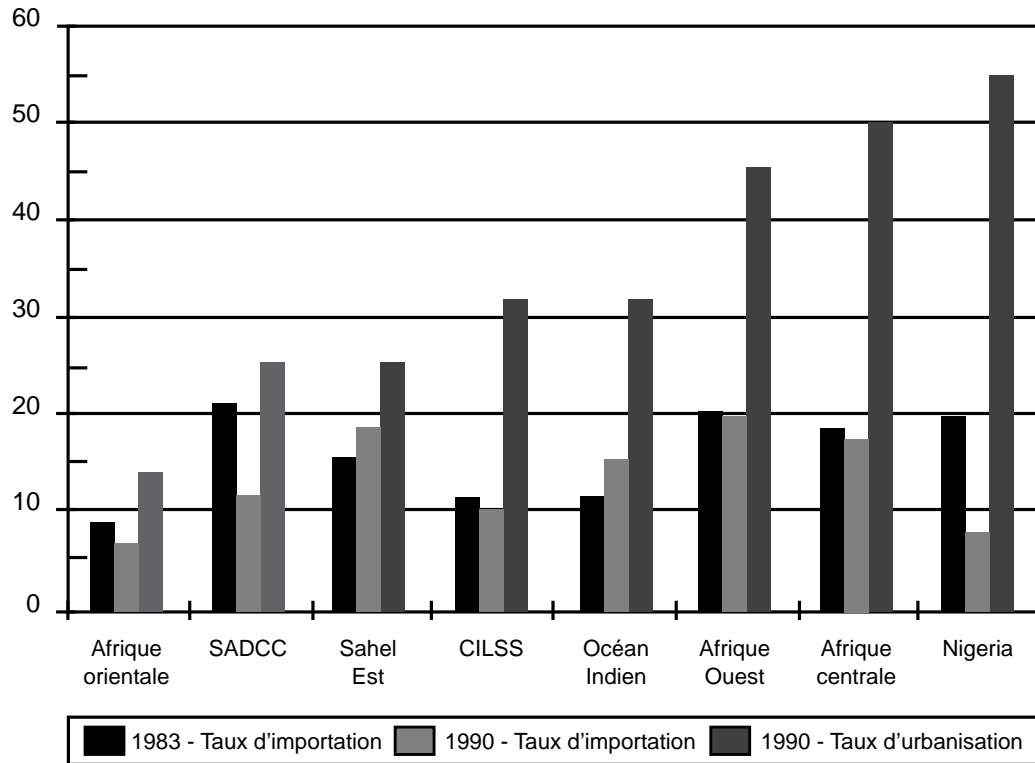
Legende:

- VI: Valeur des importations; TI: Taux d'importations; TU: Taux d'urbanisation.
- Valeur: milliards de dollars;
- Taux d'importation = pour cent des importations alimentaires/importations totales

Source: Makaya, 1996.

Figure 5

**Taux d'urbanisation et d'importation alimentaire
dans les grandes régions d'Ass
(1990)**



Source: Fao, Iita, Makaya

Tableau 7

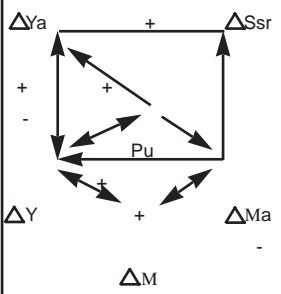
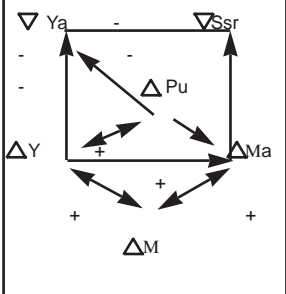
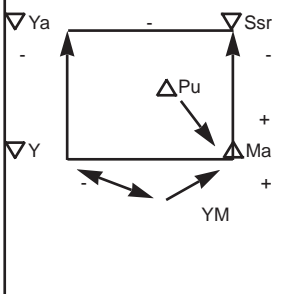
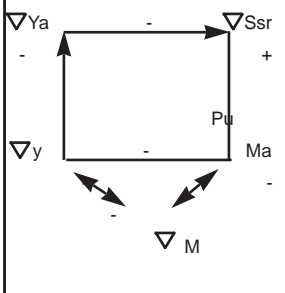
**Consommation moyenne de produits alimentaires
importés par habitant durant la décennie 80
(US\$, 1981)**

Pays	Moyenne sur la décennie 1980
Hors Zone Franc non-réformateur (dévaluation < 20 pour cent)	1,90
Hors Zone Franc à ajustement non durable (dévaluation > 20 pour cent)	6,70
Hors Zone Franc à ajustement non durable	7,05
Zone Franc non-réformateurs	7,50
Hors Zone Franc à ajustement durable (dévaluation > 20 pour cent)	8,95
Hors Zone Franc non-réformateurs	9,64
Hors Zone Franc à ajustement durable (dévaluation < 20 pour cent)	11,09
Hors Zone Franc non-réformateur	12,97
Hors Zone Franc à ajustement non durable	18,72
Hors Zone Franc à ajustement durable	25,58
Hors Zone Franc à ajustement non durable (dévaluation < 20 pour cent)	53,25

Source: Makaya, 1996.

Tableau 8

Diversité des effets de l'urbanisation sur les circuits agroalimentaires

<p>Effets richesse (Côte d'Ivoire)</p> 	<p>Effets rente (Congo, Gabon)</p> 	<p>Effets sécurité (Pays sahéliens)</p> 	<p>Effets pauvreté (Madagascar)</p> 
<p>Effets ponction de main-d'oeuvre par urbanisation inférieure à hausse demande solvable.</p> <p>Effets hausse des importations alimentaires inférieures à hausse de production agricole.</p>	<p>Effets rente accélère exode rural: effets ponction main-d'oeuvre supérieurs à hausse de demande solvable.</p> <p>Effets conjugués de hausse des importations alimentaires et de baisse de production agricole sur le Ssr.</p>	<p>Effets de baisse des revenus et des importations globales et de la production agricole.</p> <p>Pression de la demande urbaine entraînant une hausse des importations alimentaires.</p> <p>Effets conjugués de la baisse de la production agricole et des importations sur le Ssr.</p>	<p>Effets conjugués de la baisse de la production, de la production agricole, des importations et des importations alimentaires.</p> <p>Ajustement de l'économie par baisse du régime nutritionnel.</p>

Legenda:

- Ya: production agricole
- Y: Pib
- Pu: population urbaine
- M: importations
- Ma: importations alimentaires
- Ssr: taux d'autosuffisance alimentaire ou rapport de la production inférieure aux utilisations internes (demande finale et intermédiaire).

Nous distinguerons quatre principales filières, circuits ou réseaux selon leur technologie, leur organisation, leur mode de régulation et leur dimension spatiale:

- domestiques (locales);
- artisanales et marchandes (régionale, infra ou supranationale);
- étatiques (nationale);
- industrielles et capitalistes (internationale).

Les circuits domestiques

Les circuits domestiques sont caractérisés par une proximité familiale, ethnique ou religieuse. Ils peuvent être spécifiés par des modes de produire, de transporter, de distribuer et d'utiliser les produits alimentaires qui créent la confiance par des liens personnels et par des obligations. Les modes de production sont caractérisés par une division technique et sociale du travail (ex.: division aînés-cadets; hommes-femmes; maîtres-captifs), correspondant à des techniques données et à des arbitrages d'allocation du temps de travail familial. Les règles de conservation, de partage et de distribution des produits alimentaires sont fixées selon des normes existantes. Les utilisations des biens alimentaires sont codifiées (interdits, valeur symbolique des biens, non convertibilité entre ces biens).

La ville n'est pas nécessairement un lieu de suppression voire de réduction des circuits domestiques et des flux intra-familiaux. En période de crise urbaine, il y a tendance au renforcement de ces relations non marchandes; celles-ci assurent une grande flexibilité du système agro-alimentaire urbain.

De nombreux circuits d'approvisionnement se font directement par des mouvements périurbains villes/campagnes. Près de 3/4 des résidents à Dakar, originaires de Khombole, durant la saison sèche retournent, en 1983, dans cette période en période de culture (BRICAS, 1996). Ces migrations temporaires constituent une des modalités importantes d'approvisionnement alimentaire. La crise conduit à de nouveaux arbitrages entre la consommation domestique et la consommation hors domicile. La restauration des rues, les vendeurs ambulants constituent de 1/3 à 1/2 de la vente de riz à Ouagadougou (en 1989, on estime que l'autoconsommation en milieu urbain représente, au Bénin ou au Mali, environ 1/5 des revenus monétaires).

La vitalité des réseaux sociaux domestiques a fortement amorti la crise urbaine et alimentaire. Les insertions en ville sont encadrées par des groupes et associations constituées sur des bases familiales, culturelles, religieuses. La ruralisation des villes se manifeste par des cultures localisées à proximité, par l'existence de citadins-paysans, par le développement de systèmes agro-urbains et d'agriculture intensive intra-urbain. Les limites des terres urbaines conduisent à accroître les mouvements périurbains. Si un mouvement de contre-urbanisation ne paraît pas évident, le temps passé par les urbains en zone rurale augmente (DUBRESSON, 1996).

Les circuits marchands organisés artisanalement

Au sein des circuits marchands organisés artisanalement, les agents rentrent en relation par le biais du marché. Il s'agit d'activités à petite échelle, organisées selon des relations non salariales, où les techniques sont simples et où le capital avancé est faible mais où il y a circulation monétaire et jeu des prix. Le produit alimentaire est une marchandise. Ces circuits décentralisés, organisés souvent en réseaux, s'adaptent aux fortes instabilités et reposent sur des liens personnels.

Ces filières ou circuits marchands sont caractérisés par une division du travail où interviennent les petits producteurs directs, les transformateurs, les transporteurs, les stockeurs, les commerçants de détail et grossistes, les distributeurs et les préparateurs des rues permettant d'acheminer les produits, de créer des services de stockage, de divisibilité ou d'accès auprès des utilisateurs finals.

Ces circuits marchands tendent à homogénéiser et à stabiliser les régimes alimentaires spécifiques; ils modifient les lieux de transformation des produits et élargissent l'espace de circulation des marchandises au niveau:

- des exploitations paysannes, la possibilité de dégager un surplus monétisé suppose des disponibilités en forces productives, de changement de la division sociale du travail et l'accessibilité au marché tout autant qu'à des prix rémunérateurs eu égard aux coûts de production. Intégrés dans un univers aléatoire, les producteurs agricoles ou les artisans de transformation ont des stratégies contre-aléatoires de diversification des risques, par entraide ou arbitrage entre le marchand et le non-marchand, qui ne peuvent être assimilés à un objectif de maximisation du surplus commercialisé;

Tableau 9

Organisation des circuits d'approvisionnement

		EFFICIENCE	
		Faible	Forte
FLEXIBILITE	Faible	Organisation domestique traditionnelle	Filières organisation industrielle (économie d'échelle, processus capitalistique)
	Forte	Petite production marchande (informelle)	Réseaux

- des activités de circulation ou de transaction qui supposent l'existence d'infrastructures permettant le stockage, le transport et la commercialisation tout autant que l'apparition de groupes innovateurs en rupture avec les structures domestiques ou au contraire s'appuyant sur elles. Les commerçants jouent sur les rentes spatiales ou d'oligopsonne dans les liens villes/campagnes mais subissent un marché concurrentiel en ville;
- des activités de transformation, l'artisanat alimentaire suppose un ensemble de conditions d'accès aux équipements et aux intrants et de demande solvable rendus possibles dans une économie marchande;
- de l'utilisation finale et de la préparation des repas souvent puis hors du domicile, le prix de la calorie devient significatif pour expliquer les choix des consommateurs.

Ces circuits fonctionnent sur des marchés régionaux, infra-nationaux et inter-africains, localisés et segmentés, d'où la grande hétérogénéité et instabilité des prix et l'absence de loi du prix unique traduisant l'intégration des marchés. La fonction d'intermédiation entre producteurs de biens non transformés et les consommateurs finals est stratégique.

Les enquêtes montrent qu'il y a de plus en plus transfert des activités de transformation paysanne vers

l'artisanat urbain (ex. du manioc commercialisé anciennement sous forme de chikwangue et aujourd'hui sous forme de fufufu au Congo) et en même temps transfert des activités domestiques de préparation des repas vers le marché. En Côte d'Ivoire, la production d'attiéké se traduit par une division du travail entre le mari producteur de racines, la femme qui réalise l'essentiel de la préparation, l'artisan qui réalise le broyage et un circuit parallèle d'approvisionnement en feuilles. De même au Nigeria, la préparation du gari mobiliserait selon une enquête de la FAO un million de femmes travaillant 40 heures, les 3/4 de la production nigériane de manioc (soit 9 millions de tonnes) seraient transformés en gari et donneraient lieu à 2 millions de tonnes de consommation (REQUIER-DESJARDINS, 1989).

Sauf pour certains produits spécifiques (pain, bière, conserves) les circuits internationaux semblent dans l'ensemble dans l'incapacité de répondre aux demandes solvables du plus grand nombre, de créer de la divisibilité et d'avoir la flexibilité qu'assurent les petites activités marchandes. La ville, et le marché solvable qu'elle constitue, sont un facteur essentiel de stimulation de cette petite production marchande, non seulement pour les cultures maraîchères et le petit élevage, mais également pour les produits vivriers correspondant à la demande urbaine.

Les circuits privés de commercialisation des produits vivriers à destination des centres urbains intègrent

des opérations diversifiées (achat au producteur, stockage, transport, vente en gros, demi-gros et détail sur les marchés urbains, etc.) faisant intervenir un grand nombre d'acteurs. L'organisation de ces circuits diffère suivant les pays, les produits commercialisés et la distance séparant les lieux de production et de commercialisation.

Le commerce privé de micro-détail détient dans la plupart des villes africaines le quasi-monopole du ravitaillement en produits vivriers locaux (market mamies du Ghana, Bayam sellam du Cameroun, etc.) et a résisté aux diverses mesures de nationalisation du commerce; quantitativement, il représente l'activité «informelle» la plus importante.

Le commerce de longue distance est segmenté: un grand nombre d'opérateurs, localisés dans des espaces différents, intervient sur la filière reliant les producteurs aux consommateurs. En Afrique sahélienne, plusieurs catégories d'agents commerciaux interviennent dans les circuits de «longue distance» des produits céréaliers: les collecteurs, exerçant une fonction d'intermédiation au niveau du village ou du marché local le plus proche; les collecteurs, visitant les marchés locaux et/ou régionaux en agissant pour le compte des producteurs ou des grossistes; les grossistes, implantés dans les centres urbains; les détaillants, enfin, chargés d'écouler les produits céréaliers sur les marchés urbains (BERG, 1977).

Parallèlement, ou concurremment à cette structure arborescente, des «commerçants occasionnels» saisissent l'opportunité d'un voyage pour transporter des céréales et les écouler sur les marchés urbains.

La multiplicité des acteurs intervenant sur les canaux de distribution des produits vivriers ne peut être considérée comme exprimant le degré de concurrence de ces réseaux. L'absence ou la faiblesse des circuits de distribution ou de transport, de stockage et de conditionnement, l'enclavement des zones de production et la faiblesse du maillage urbain concourent, au contraire, à la structuration de ces réseaux sous formes de monopsones ou d'oligopsones.

D'après une enquête de Franqueville en 1973 sur les marchés de Yaoundé, 80 pour cent des vendeurs venaient d'un rayon inférieur à 50 kilomètres. Les «Bayam Selam» jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement des deux grands centres urbains. Dans des petites villes proches de Douala, telles Muea, 2000 commerçants se retrouvent les jours des deux marchés hebdomadaires pour s'approvisionner en produits vivriers venant des zones périurbaines et les réexporter dans ces centres urbains tels Douala ou au Nigeria. La bourgade est

un lieu de collecte et de redistribution vers les grandes villes selon une enquête de Parrot en 1996.

Même si la croissance urbaine s'est accompagnée d'un processus de densification de l'espace et si la spéculation foncière a souvent fait disparaître l'agriculture «intra muros», les espaces de productions périurbains, à partir desquels s'approvisionnent les «marchés silencieux», demeurent des zones clés dans l'approvisionnement des grandes villes africaines. D'après certains travaux, 72 pour cent du ravitaillement de la capitale provenait, en 1962, de la région de Pool (arrière pays brazzavillois) et plus particulièrement de zones situées sur l'axe principal formé par la RN1 (Brazzaville-Pointe Noire), entre 20 et 70 kilomètres du centre-ville. Ces chiffres se retrouvent 30 ans plus tard.

Les catégories d'opérateurs intervenant sur le marché céréalier nigérian approchent la dizaine; le nombre des intermédiaires dépend notamment de l'accessibilité des marchés (ruraux, locaux, régionaux et urbains), des modes de transport utilisés (camions ou chemin de fer), enfin, des possibilités de stockage.

Les circuits publics

L'intervention des Etats africains et des collectivités locales dans les circuits de commercialisation des produits vivriers a été souvent justifiée par la volonté de pallier les conséquences de la concurrence imparfaite dans les circuits de distribution privés (malthusianisme, prix de monopsonie, mal ou sous-utilisation des espaces de production, etc.). L'Etat peut se contenter d'exercer un simple pouvoir régulateur (en agissant sur les prix de cession notamment). Il peut être un acteur économique à part entière en mettant en place des circuits de substitution (offices publics de commercialisation).

Les circuits publics ou parapublics d'approvisionnement procèdent d'un processus volontariste de création par les collectivités locales ou l'Etat. Ils se définissent par certains objectifs: assurer la sécurité alimentaire urbaine, réaliser des substitutions aux produits importés ou des exportations, concurrencer ou reconstruire les circuits privés aux mains d'étrangers ou en situation de monopole voire mobiliser un surplus permettant de financer l'appareil d'Etat ou le processus d'accumulation. Ils sont conçus à l'échelle nationale.

Ces circuits comprennent des opérations de:

- *production agricole*: les opérations de développement intégré vont de l'encadrement du paysan quasi-salarié par l'ensemble des structures d'inter-

Tableau 10

Typologie des circuits d'approvisionnement alimentaire en Afrique

Mode dominant de régulation de la filière	Système de production	Mode de transaction	Mode de consommation	Espace	Temps	Acteurs dominants	Mode de coordination dominant	Fonctions globales	Objectifs
Domestique	Techniques traditionnelles. Rapports sociaux codifiés (ex. lignages).	Prestation, redistribution (troc, don/contre don).	Signification symbolique des biens de subsistance (interdits, règles coutumières), autoconsommation	Familial et local (villages, quartiers).	Incertain de production/ maîtrise de circulation et utilisation. Intergénérationnel.	Chefs de familles, aînés, notables, lignages. Communautés.	Règles codifiées <i>ex ante</i> . Coutumes, confiance. Appareil de régulation (stockage villageois).	Reproduction énergétique humaine. Intergénération des unités familiales.	
Marchand artisanal ou « informel ».	Éléments du système de production contrôlés par producteurs directs (terre, travail technique). Technique peu capitalis- tique.	Échange onéreux des opérations et acteurs. Rôle essentiel de la fonction d'intermédi- ation.	Transformation de la marchandise alimentaire pour reproduire l'énergie humaine.	la Marchés locaux, régionaux inter-africains.	Incertain de production, utilisation. Flexibilité et vis-à-vis d'un temps non maîtrisé. Réversibilité.	Petits producteurs marchands intermédiaires. Paysans. Opérateurs privés. Commerçants et grossistes.	Prix sur les marchés officiels ou parallèles. Concurrence sur chés localisés. Coordination ex post par les prix.	Exchange d'équivalent. Accès à des revenus monétaires et aux marchés urbains.	Sécurité alimentaire.

Tableau 10 - (cont.)

Typologie des circuits d'approvisionnement alimentaire en Afrique

Mode dominant de régulation de la filière	Système de production	Mode de transaction	Mode de consommation	Espace	Temps	Acteurs dominants	Mode de coordination dominant	Fonctions globales	Objectifs
Etatique	Technique industrielle importée. Salarial ou quasi-salarial. Encadrement administratif. Technique capitaliste.	Circuits monopolistiques. Relations de contrainte ou d'intégration. Caisses de stabilisation.	Consommation alimentaire urbaine à moyens et hauts revenus (détour sur circuits parallèles). Exportation.	Marchés urbains nationaux et internationaux	Planification à moyen et long terme dans un univers aléatoire interne et international. Relations stabilisées. Irréversibilité des processus techniques.	Sociétés d'Etat de commercialisation. Offices de stabilisation. Opérateurs publics de développement.	Prix administrés. Coordination ex ante par les réglementations. Economie de commandement.	Devises. Sécurité alimentaire urbaine. Substitution. Importations-exportations. Mobilisation du surplus paysan. Reproduction de l'appareil d'Etat.	
Capitaliste et industriel (agrobusiness)	Révolution technologique. Complexes agroindustriels. Rapport salarial. Encadrement bancaire. Innovation technique et apprentissage. Techniques capitalistiques	Relations d'intégration interfirmes, accords firmes/Etat concurrence oligopolistique sur les circuits internationaux.	Industrialisation et services mondiaux. Consommation produits standardisés.	International et transnational.	Maîtrise des aléas par le contrôle de l'information et les systèmes d'organisation. Stratégies de moyen et long terme. Irréversibilité du processus technique.	Groupes multinationaux et Etats des pays industriels. Super marchés.	Marché international oligopolistique. Relations d'intégration interfirmes. Accords firmes. Etats. Coûts de transaction réduits par internalisation.	Valorisation, accumulation du capital. Ecoulement des surplus. Expansion des groupes multinationaux.	

1: Pluralité des filières

vention jusqu'aux fermes d'Etat. Elles peuvent être purement vivrières (ex. périmètres rizicoles) ou s'intégrer dans des complexes agro-industriels (sucre, huile de palme). Les techniques utilisées sont à haute intensité capitaliste et généralement importées; les rapports de production sont salariaux ou quasi-salariaux avec un rôle essentiel d'encadrement des producteurs et d'intégration dans la techno-bureaucratie;

- *transaction*: offices publics de commercialisation ou coopératives: stockage et conditionnement, transports (ex. offices céréaliers). Les relations sont essentiellement d'ordre réglementaire ou d'intégration. Elles reposent sur des prix subventionnés au niveau des outputs, et sur le jeu des offices publics de stabilisation;
- *transformation*: entreprises publiques agro-industrielles de transformation de produits locaux ou importés;
- *distribution finale*: sociétés publiques de distribution, coopératives.

Les pouvoirs publics ont mis en oeuvre des plans à moyen et long terme visant à réduire les aléas ou les rentes de monopole des circuits marchands internes et des circuits internationaux. Ils s'appuient soit sur des firmes étrangères (par diverses mesures incitatives) soit sur des opérateurs privés nationaux, soit le plus souvent sur des sociétés d'État ou sur des sociétés d'économie mixte. La régulation est assurée par l'ensemble des mesures étatiques (investissements publics, prix administrés, protections).

Dans l'ensemble, on peut noter une faible efficacité de ces circuits publics et parapublics. Les grandes opérations de production agricole dans le domaine rizicole (SAED au Sénégal, MOPTI au Mali, SEMRI au Cameroun, SOMALAC à Madagascar) ont été des relatifs échecs; elles ont conduit à la limite, comme au Sénégal, à subventionner du riz 3 à 4 fois plus cher que le marché international et à le voir autoconsommer par les paysannes. Les échecs des fermes d'Etat au Congo ou à Madagascar sont similaires.

On peut noter une faible efficacité des structures coopératives ou étatiques de commercialisation. L'OCV au Congo, l'OPAM au Mali, l'ONCAD au Sénégal, la SINPA à Madagascar ou la MIDEVIV au Cameroun qui avaient pour objet d'assainir la commercialisation des produits vivriers et de casser les marges commerciales ont payé avec retard, acheté moins cher aux paysans et ont vendu aussi cher si ce

n'est plus aux consommateurs urbains; ces organismes ont financé une technocratie onéreuse et peu flexible même si elles ont constitué des services publics et ont pu empêcher des marges spéculatives.

Ainsi, les structures publiques jouent un rôle essentiel au Sénégal dans la filière riz (Benz, 1996). On estime que sur 160000 tonnes de production en 1988/89, 35000 tonnes ont été commercialisées par les circuits publics, 30 à 50000 tonnes par les circuits privés et 75 à 95000 tonnes ont été transformées artisanalement et autoconsommées. Les agriculteurs font, en partie, un choix entre circuit officiel de la SAED et circuit privé mais ils payent souvent en nature la SAED pour payer les redevances ou rembourser les crédits CNCAS. Dans la vallée du fleuve Sénégal, le secteur public qui avait la charge de l'ensemble des fonctions de collecte, de transformation et de distribution cède progressivement la place au privé. On constate une faible compétitivité du riz sénégalais face à la concurrence asiatique. L'organisation centralisée crée des charges élevées tant au niveau des coûts de production que de commercialisation et de production.

Ces circuits d'approvisionnement publics n'ont pas eu historiquement l'efficacité attendue. Ils ont été fortement remis en question par les politiques de libéralisation et de privatisation mises en oeuvre depuis le début des années 80.

Les circuits internationaux capitalistes

Les circuits internationaux d'approvisionnement des villes proviennent de trois principales sources.

La première concerne les *importations de produits alimentaires* (céréales, viande) par des sociétés d'importation branchées sur les marchés mondiaux. Ils opèrent le plus souvent en connivence avec l'Etat par le biais des licences ou quotas d'importations. La libéralisation du commerce extérieur a en partie conduit à une plus grande concurrence de ces sociétés de commerce. Les importateurs de riz sont étrangers, africains, privés ou publics. En Guinée, six sociétés dominantes réalisent 60 à 95 pour cent des importations privées. La gestion du risque liée à l'instabilité des marchés et du change et les financements sont déterminants pour expliquer le fonctionnement des oligopoles. Au Sénégal, les importations de riz sont longtemps restées le monopole d'organismes publics (ONCAD puis CPSP). Ces structures publiques ont entraîné un surcoût mais ont assuré une régularité d'approvisionnement. La privatisation a conduit à une concurrence malgré la configuration oligopolistique (Benz, 1996).

La seconde concerne les *modalités d'acheminement de l'aide alimentaire* qui provient en partie des surplus des pays industrialisés liés à une agriculture capitaliste à haute productivité. L'aide alimentaire est vendue à des prix de marché pour moins de 40 pour cent, est échangée contre du travail (PAM) pour moins de 15 pour cent et est distribuée gratuitement ou est vendue à des prix sociaux pour plus de 55 pour cent (aide d'urgence et à des réfugiés) (AZOULAY et DILLON, 1993).

La troisième s'insère dans la *dynamique des firmes multinationales alimentaires*.

Maillons d'une même chaîne, l'agriculture, le négoce, la transformation, la distribution, la restauration sont caractérisés par une révolution technologique qui touche aussi bien l'amont de l'agriculture (biotechnologie) que l'aval de la distribution (conditionnement, conteneurisation, conservation). L'activité agricole devient un simple maillon secondaire au sein de la chaîne. Les grandes firmes multinationales constituent le centre des influx qui dynamisent l'ensemble du système. On estime que 85 à 90 pour cent du commerce du blé et du maïs et 70 pour cent du commerce du riz sont contrôlés par des firmes transnationales. Intervenant sur des marchés internationaux oligopolistiques, les firmes multinationales s'appuient sur les relations avec l'Etat pour écouler les surplus et pénétrer les marchés extérieurs. Tendant vers une certaine uniformisation des styles alimentaires, l'agri-business conduit à des progrès de productivité, facteurs de baisse des prix relatifs des marchandises.

La pénétration des marchés extérieurs se fait dans le cadre de la concurrence oligopolistique entre les grandes firmes, mais également en s'appuyant sur les relations d'aide et de coopération internationale (subventions aux exportations, aide alimentaire). Maîtrisant, par le contrôle de l'information et l'efficacité de leur gestion, les principaux aléas, capables de jouer sur les processus de différenciation des divers espaces nationaux, les grandes firmes ont des stratégies de moyen et de long terme leur permettant de contrôler les maillons stratégiques au sein des filières.

Le rôle des firmes multinationales en Afrique est toutefois relativement réduit. Les investissements directs sont limités. Les marchés solvables sont faibles. Les produits standardisés ont du mal à pénétrer des marchés caractérisés par une grande hétérogénéité des régimes alimentaires. Le faible développement des unités capitalistes agricoles ou industrielles créent peu de débouchés pour les équipements, les machines ou les intrants fournis par l'«agri-busi-

ness». Seuls certains maillons de la filière transnationale ont pénétré les sociétés africaines: amont de l'agriculture (engrais, équipements), IAA.

2.3

La ville et l'entrelacs des circuits

La ville est un lieu de plus grande intégration aux circuits internationaux, de constitution d'une chaîne de froid, de localisations des filiales étrangères, ou d'accès aux marchandises internationales (encore faut-il examiner leur localisation géographique). Elles sont toutefois également un lieu à partir duquel se constituent les différentes opérations d'intermédiation internes. Il y a certes en ville diffusion de modèles de consommation importés mais les effets diffèrent selon les villes et selon les régimes alimentaires; la ville est généralement plus un lieu de recombinaison de nouveaux régimes alimentaires que de rupture avec le monde rural.

La typologie à laquelle nous venons de procéder, permet d'éviter un découpage par branches ou par produits peu significatifs, dès lors que les «mêmes biens» n'ont ni les mêmes valeurs d'usage ni les mêmes valeurs sociales, et dès lors que les circuits sont fortement segmentés. Elle conduit toutefois à grossir les différences d'organisation alors que les pratiques conduisent à des combinatoires complexes.

Il y a pluralité et imbrication des systèmes d'approvisionnement. Entre les modes d'organisation domestiques, artisanal, industriel et administratif, les opérateurs réalisent des combinatoires sous formes de réseaux ou développent des stratégies interstitielles qui constituent un méso-système.

La réalité des sociétés africaines est caractérisée par des intersections et des interconnexions entre les circuits ou les segments des différentes filières. Il existe certes des dynamiques propres à chacune qui fonctionnent selon des échelles différentes, et selon des temporalités propres. Il n'y a pas nécessairement absorption ou dominance des organisations à grande échelle et à technologies avancées, sur les autres organisations. Le fonctionnement des modes d'approvisionnement des villes conduit toutefois à des relations de concurrence ou de complémentarité entre segments des divers circuits.

Ainsi, dans la conjoncture de crise que connaît l'Afrique, l'observateur pourra étudier la résurgence des circuits domestiques (démonétisation des économies, retraits des rapports marchands) ou la dynamique des réseaux marchands. Au contraire, les

filères étatiques subissent directement les crises d'approvisionnement et de financement, cependant que l'intégration des économies africaines au marché international se fait davantage par l'aval (importations de produits alimentaires aux dépens des équipements) et des intrants.

Ces relations de concurrence ou de complémentarité résultent également des politiques globales de l'Etat. Les mesures volontaristes de constitution de circuits étatiques par protectionnisme extérieur et par subventions internes (prix administrés, taux d'intérêts réels négatifs) créent des distorsions entre les structures de la production et celles de la consommation alimentaire, celles-ci conduisant à des circuits parallèles nationaux ou internationaux qui stimulent les réseaux marchands. Inversement, les politiques de libéralisation entraînent des exclusions par insuffisance de la demande solvable pouvant stimuler les unités domestiques.

Les réseaux urbains sont caractérisés par un entrelacs des différents circuits d'approvisionnement dont le poids respectif diffère selon les sociétés, les politiques de régulation et le contexte macro-économique.

Deux principales combinatoires se développent. Celle qui relie les organisations industrielles capitalistes et les réseaux marchands pour combiner efficacité et flexibilité et celle qui lie unités domestiques et réseaux marchands pour assurer la sécurité alimentaire des familles.

3 Conclusion: quelles perspectives et quelles actions?

Les évolutions passées montrent que, dans l'ensemble, les agricultures vivrières africaines et les circuits d'approvisionnement auront répondu au défi urbain. Le système agricole commercialisé par les paysans a augmenté comme le ratio population non agricole sur population agricole. Entre 1930 et 2030, le milieu urbain aura absorbé 70 pour cent du croît démographique.

La connexion au marché s'est faite progressivement par le vivrier commercialisé qui a joué un rôle croissant dans la part du PIB marchand, dans le PIB agricole aux dépens des cultures d'exportation et du vivrier autoconsommé. En donnant la priorité aux bas prix des villes, les pratiques à l'approvisionnement vivrier n'ont certes pas encouragé le dynamisme du marché intérieur. La production vivrière mise en marché est toutefois passée de 56 pour cent du PIB agricole monétisé en 1970 à 73 pour cent en 1990 pour l'Afrique de l'Ouest (WALTPS, 1994). Dans l'ensemble, l'évolution de la densité du peuplement rural a suivi le développement des marchés urbains.

Les incitations à produire ont augmenté en fonction des proximités des villes mais les contraintes de production sont devenues plus fortes. Comme résultante de ces facteurs contraires, la productivité par unité de surface et par agriculteur est inversement proportionnelle à la distance vis-à-vis des villes.

La question se pose de savoir si cette évolution passée se poursuivra et permettra d'approvisionner les villes sans trop de difficultés et de crises.

Quelles perspectives urbaines?

La baisse du solde des migrations de 2% à 1 pour cent l'an, combiné avec la chute de la croissance naturelle de 3% à 2,5% l'an, laisse prévoir des croissances urbaines passant de 5% à 3,5% d'ici l'an 2020. Entre 1990 et 2020, la population urbaine croîtra au taux moyen de 4,2% en Afrique de l'Ouest contre un pourcentage de 6,3% entre 1960 et 1990. Les effectifs urbains seront multipliés par 3,5. On peut estimer que la population rurale croîtra de 1% par an soit une augmentation de 40%. A taux d'urbanisation constant, le taux de croissance moyen des villes serait de l'ordre de 2,69% contre 3,35% pour la période 1960-80. En terme absolu ceci conduit toutefois à faire doubler la population urbaine en moins de 20 ans.

Quelles perspectives agricoles?

L'agriculture vivrière de rapport devra répondre à ces besoins croissants. Il en résultera vraisemblablement une différenciation croissante au sein des paysannes.

Selon les prévisions de WALTPS, en 2020, le secteur agricole fournira 14 pour cent du Produit Régional Brut. 25 millions d'agriculteurs (15 pour cent du total) produiront les quantités nécessaires à l'approvisionnement de 40 pour cent des consommateurs soit 100 millions; leur productivité atteindra cinq fois le niveau d'autosubsistance alors que la productivité moyenne des 150 millions d'agriculteurs restera à un niveau proche de deux fois celui d'autosubsistance. On peut supposer que les besoins en calories augmenteront fortement. La croissance est évaluée à 250 pour cent entre 1995 et 2050. L'essentiel viendra d'énergie d'origine végétale.

Quels circuits d'approvisionnement?

Les échanges intra-régionaux réalisés par les circuits marchands joueront un rôle croissant dans l'approvisionnement des villes. Le commerce régional contribuerait à 22 pour cent des importations contre 9 pour cent en 1990. La part importée dans la demande alimentaire passerait de 11 pour cent à 15 pour cent. Les échanges intra-régionaux assureraient plus de la moitié contre 14 pour cent en 1990 (prévisions de WALTPS).

Tout laisse à penser qu'il y aura à la fois forte instabilité des prix internationaux et tendance à la hausse des prix des produits alimentaires du fait de la réduction des subventions et des protections des agricultures des pays industrialisés suite aux accords de l'OMC. La facture alimentaire de l'Afrique risquerait de croître fortement dans le cas où la substitution d'importation ne se ferait pas de manière significative.

Il y aura maintien de la pluralité des circuits d'approvisionnement. L'agriculture intensive sera davantage localisée en fonction des conditions foncières que des proximités de marché. L'intensification de l'agriculture dans des zones éloignées des villes rendra toutefois nécessaire une professionnalisation accrue des tâches d'intermédiation. Elle réduira le poids des circuits domestiques et des circuits courts. Si les circuits publics ont peu de chance de resurgir, les circuits domestiques continueront d'exister mais joueront un rôle second par rapport aux circuits marchands. Les grossistes y joueront un rôle important. Ces circuits marchands s'articuleront avec des organisations industrielles.

Les disparités spatiales devront être gérées par un aménagement du territoire et par un réseau dense d'infrastructures. En Afrique de l'Ouest francophone, Abidjan et Dakar seront les marchés moteurs. La densification des réseaux urbains et d'intensification des approvisionnements supposent une forte amélioration des moyens de transport à moyenne distance. L'essentiel des liaisons concernera l'hinterland des zones côtières en Afrique de l'Ouest.

Comment gérer l'approvisionnement alimentaire des villes?

Nous avons vu la complexité des circuits d'approvisionnement qui supposent un pilotage se situant à des échelles diverses.

Il faut bien entendu prendre en compte les grandes tendances lourdes nationales qui concernent aussi bien le marché international que les facteurs démographiques et donc de mettre en place des cellules de prospective. Il faut également une grande flexibilité des politiques pour répondre aux instabilités et aux risques et avoir des cellules d'urgence permettant de répondre immédiatement à des catastrophes (sécheresse, guerres, épidémies).

Il faut également mettre en oeuvre des actions au niveau des collectivités décentralisées, des municipalités. Celles-ci ne sont pas efficaces que si elles permettent des actions concertées entre les divers opérateurs privés et publics qui interviennent au sein des filières d'approvisionnement. Des relations contractualisées sont généralement les plus efficaces face à l'inefficacité des structures bureaucratiques et au risque spéculatif des marchés.

Il faut enfin agir au niveau micro-économique à la fois des quartiers, des cellules domestiques et des individus. Les groupes et individus précaires et vulnérables sont ceux qui sont exclus à la fois du marché (faute de demande solvable), des circuits publics (faute d'accès aux produits subventionnés ou donnés) et des réseaux familiaux et sociaux distributifs de l'alimentation. Cette action suppose une mobilisation des pouvoirs publics, des associations de quartiers et des organisations bénévoles, laïques et religieuses, avec concertation et appui des bailleurs de fonds internationaux.

Notes de bas de page

1. Nous appelons espace urbanisé, un espace où les villes exercent des effets de liaison et d'entraînement vis-à-vis des zones rurales.
2. Les produits alimentaires sont ceux des sections 0.1 et 4 et division 22 de la Ccti (produits alimentaires et animaux vivants, boissons, tabac et oléagineux).
3. Cette figure est reconstruite à partir d'hypothèses fortes. Elle donne des ordres de grandeur. Des chiffres assez différents sont cités par Azoulay et Dillon (1993) pour 1980.
4. Nous distinguons:
 - 4 pays non sahéliens d'Afrique orientale (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda);
 - 4 pays sahéliens d'Afrique de l'Est (Djibouti, éthiopie, Somalie, Soudan);
 - 4 îles de l'Océan indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles);
 - 9 pays de l'Afrique australe ex Sadcc;
 - 6 pays de la Cemac;
 - 8 pays du Cilss;
 - les pays côtiers d'Afrique occidentale;
 - le Nigéria

Bibliographie

- ALTERSIAL/CERED/ORSTOM (1986), Nourrir les villes en Afrique Sub-Saharienne, Paris, L'Harmattan, 421 p.
- Arditi, C. (1975), Les circuits de commercialisation des produits du secteur primaire en Afrique de l'Ouest, SEDES, Ministère de la Coopération et du Développement, Paris.
- Arnaud, M. (ed.) (1997), Urbanisation au Sud du Sahara, Etude ISTED/Ministère de la Coopération, Paris.
- Azoulay, G., Dillon, J.Cl. (1993), La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies, Karthala/ACCT, Paris;
- Benz, H. (1996), Riz local et riz importé en Afrique: les déterminants de la compétitivité, Thèse EHESS, Paris.
- Berg, E. (1977), Commercialisation, politique des prix et stockage des céréales au Sahel: étude diagnostique, Centre de recherches sur le développement économique de l'Université du Michigan, 2 tomes, Ouagadougou, août.
- Boserup, E. (1981), Population and Technology, Oxford, Basil Blackwell.
- Braudel, F. (1979), Civilisation matérielle, économie et capitalisme, Paris, A. Colin, 3 volumes.
- Bricas, N. (1996), L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines en Afrique, in Coussy, J., Vallin, J., op. cit.
- CERED/DIAL (1995), Les effets macro-économiques de la dévaluation au Cameroun, Ministère de la Coopération et du Développement, Paris.
- Chaleard, M.L. (1994), Temps des villes, temps des vivres, Paris, Karthala.
- CIRAD (1996), ATP, Approvisionnement vivrier des villes africaines: les organisations au coeur des ajustements.
- Coquery, M. (1984), La coopération face aux problèmes posés par l'urbanisation dans le Tiers Monde, Paris, Rapport à Monsieur le Ministre Délégué char-

- gé de la Coopération et du Développement, Paris, mai.
- Cour, J.M., ILTA (1985), Etude d'une image à long terme de l'Afrique Sub-Saharienne, Paris, Rapport à la CEE, 227 p. (avec 10 rapports annexes), SCET Inter, SCET agri, SEDES.
- Cour, J.M. (1994), Analyse démo-économique rétrospective et esquisse d'image à long terme de l'Afrique de l'Ouest, OCDE/Club du Sahel, Paris, WALTPS.
- Coussy, J., Vallin, J. (Eds) (1996), Crise et population en Afrique, Ed. CEPED, Paris.
- De Bandt, J., Hugon, Ph. (1988), Les Tiers Nations en mal d'industrie, Paris, Economica.
- Deblé, I., Hugon, Ph. (1981), Vivre et survivre dans les villes africaines, Paris, PUF.
- Dubresson, A. (1996), Crise(s) et peuplement des villes en Afrique au Sud du Sahara, in Coussy, J. Vallin, J., op. cit.
- Dupressoir, S. (1996), Modèles d'organisations commerciales et dynamisme du marché du riz au Mali, CIRAD, Paris.
- F.A.O. (1986), L'agriculture africaine dans les 25 prochaines années, Rome, (plus cinq annexes).
- F.A.O., Annuaire du commerce, Rome.
- Grégoire, E., Labazée, P. (Eds) (1993), Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, Paris, Karthala.
- Guillaumont, P. (1988), Urbanisation et biais urbain, in Guillaumont P. et S. (dir.), Stratégies de développement comparées Zone Franc et hors Zone Franc, Paris, Economica.
- Harriss, J., Moore, M. (1984), Development and the Rural-urban Divide, Frank Cass, Gainsborough.
- Haubert, M. (Ed.) (1984), Problèmes alimentaires et structures sociales en Afrique, Paris, PUF, 356 p.
- Hugon, Ph. (Ed.) (1977), La petite production marchande en Afrique et l'informel, Paris, IEDES.
- Hugon, Ph. (1988), Le mal des vivres, in De Bandt, J., Hugon, Ph., op. cit.
- Hugon, Ph. (1993), L'économie en Afrique, Paris, Repères.
- Hugon, Ph. (1994), Filières agricoles et politiques macro-économiques en Afrique Sub-Saharienne, in Benoit Cattin, Griffon, M., Guillaumont, P., Economie des politiques agricoles dans les pays en développement, Paris, Revue Française d'Economie.
- Hugon, Ph. Coussy, J., Sudrie, O. (1991), Urbanisation et dépendance alimentaire en Afrique Sub-Saharienne, Paris, SEDES.
- Hugon, Ph., Pourcet, G., Quiers-Valette, S. (Eds) (1994), L'Afrique des incertitudes, Paris, PUF.
- Hugon, Ph., Pourtier, R. (1993), Les villes africaines, Numéro spécial Afrique Contemporaine.
- Lipton, M. (1977), Why Poor People Stay Poor. Urban Bias in World Development, London, Temple Smith.
- Mahieu, F.R. (1991), Les fondements de la crise économique en Afrique, Paris, L'Harmattan.
- Makaya, J.J. (1996), Importations alimentaires, politiques de stabilisation et urbanisation en Afrique Sub-Saharienne, Thèse, Paris X-Nanterre.
- Ravaillon, M. (1987), Markets and Famines, Clarendon Press, Oxford.
- Requier-Desjardins, D. (1989), L'alimentation en Afrique. Manger ce que l'on peut produire, Paris, Karthala.
- Sen, A.K. (1981), Poverty and Famines. An Essay on Entitlement and Deprivation, Oxford, Clarendon Press.
- Singh, Squire, Strauss (1986), An Agricultural Household Models, The John Hopkins Press.
- Timmer, C., Falcon, W., Pearson, S. (1986), Analyse de la politique alimentaire, Banque Mondiale, Economica, Paris.
- WALTPS/O.C.D.E./B.A.D./C.I.L.S.S. (1994), Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest: une vision à l'horizon 2020, Paris.